

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, le 21 mai 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'ordonnance "organique de la planification et de l'urbanisme", amendé par le Ministre Président le 10 août 1990, et en ayant délibéré en ses séances des 8 octobre, 22 octobre, 29 octobre, 5 novembre, 19 novembre, 26 novembre et 3 décembre 1990, a donné le 3 décembre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 21 mei 1990 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "houdende organisatie van de planning en de stedebouw", geamendeerd door de Minister Voorzitter op 10 augustus 1990, heeft zich daarover beraden ter vergadering van 8 oktober, 22 oktober, 29 oktober, 5 november, 19 november, 26 november, en 3 december 1990, en op 3 december 1990 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Comme l'indique l'exposé des motifs,

"Le projet d'ordonnance prend en compte la volonté de l'Exécutif de décroisonner les différentes politiques touchant directement ou indirectement à l'aménagement de son territoire afin de traiter de manière cohérente les différents aspects de la vie urbaine.

...

Le projet intègre donc, dans une planification générale, les aspects spécifiques à l'affectation du sol et les autres facteurs par des plans de développement, tant au niveau régional qu'au niveau communal".

C'est donc le même texte qui traite de la planification du territoire et de la planification économique en organisant un réseau de rapports juridiques entre celles-ci.

II.

L'ordonnance en projet abroge les articles 1er à 7 de la loi-cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique (article 199) et supprime donc l'obligation d'élaborer des plans économiques quinquennaux (article 3 de la loi). Elle impose par contre l'adoption de plans régionaux et communaux de développement (article 2 du projet) qui comprendront des

.../...

dispositions d'ordre économique et social à côté d'autres dispositions relatives à l'affectation du sol.

Or, la planification économique se fait traditionnellement en fonction d'une série d'objectifs en matière d'emploi, de revenus, d'investissement, d'épargne, de logement, d'infrastructure, de pouvoir d'achat, etc ..., qui sont énoncés à l'article 1er de la loi-cadre précitée.

Ces objectifs ne sont pas repris par le projet, dont l'article 2, alinéa 2, se limite à indiquer, de manière très générale, que :

"Ce développement est conçu tant au point de vue économique, social et esthétique que dans le but de préserver et d'améliorer l'environnement de la Région, et de gérer son sol avec parcimonie".

Les termes ainsi employés - du moins dans le texte français - étant ceux de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (article 1er, alinéa 2), il n'apparaît pas que le projet vise également la planification économique. Cet objectif devrait apparaître plus clairement dans l'article 2 du projet.

III.

L'ordonnance en projet remplace entièrement la loi du 29 mars 1962 précitée, tout en y apportant des modifications substantielles. Elle reproduit aussi un certain nombre de dispositions de la loi qui, selon une jurisprudence constante de la Cour d'arbitrage, relèvent des matières réservées à la

.../...

loi par la Constitution et ne peuvent même pas être réglées par les Régions sur la base de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

On citera par exemple :

- l'article 81 qui attribue aux tribunaux de première instance la compétence de statuer sur les demandes d'indemnités pour moins-value et dispose que les jugements, autres que préparatoires, seront susceptibles d'appel;
- l'article 181 en ce qu'il règle les conditions dans lesquelles peut s'effectuer une visite domiciliaire;
- l'article 183 organisant une procédure de référé;
- l'article 188 réglant l'application du livre Ier du Code pénal;
- l'article 190 attribuant une compétence au juge des saisies.

Ces dispositions, qui seront identifiées dans les observations particulières, doivent, dès lors, être omises.

IV.

La structure du projet devrait être revue : plusieurs intitulés ne recouvrent qu'imparfaitement les objets des articles qui sont censés s'y rapporter.

V.

Sur le plan légistique, il convient de rappeler tout spécialement les usages suivants.

1. Le numérotage des chapitres et celui des sections se fait en chiffres cardinaux romains.

2. Tout premier paragraphe s'écrit "§ 1er" et non "§ 1".

3. Lorsqu'il s'impose de recourir à des subdivisions à l'intérieur d'une phrase, ces subdivisions doivent être numérotées (et non faire l'objet de tirets). Le numérotage se fait par 1E, 2E, 3E, ... et non par 1, 2, 3, ...

En outre, le projet n'harmonise pas l'usage qu'il fait des majuscules. Il convient d'écrire : la Région, la

.../...

Commission régionale, la commune, le conseil communal, le collège des bourgmestre et échevins, la commission de concertation.

VI.

En ce qui concerne l'arrêté de présentation, pour des raisons que le Conseil d'Etat, section de législation, a déjà exposées à plusieurs reprises, le Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président ne peut proposer ni signer le projet.

En revanche, l'un des objets du projet étant la planification économique, il s'imposerait que la proposition et la signature émanent non seulement du Ministre Président mais aussi du Ministre chargé de l'économie.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

DISPOSITIF.

Article 5.

L'article serait rédigé de manière plus logique de la façon suivante :

"L'Exécutif confère force obligatoire aux plans régionaux et communaux. La force obligatoire de ceux-ci est

.../...

précisée pour chacun d'eux par les dispositions particulières qui suivent.

Tous les plans ont valeur réglementaire. Ils demeurent en vigueur ... (la suite comme au projet)".

Article 7.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Ils sont dénommés "fonctionnaires délégués"".

Article 10.

Cette disposition se borne à énoncer les dispositions qui vont suivre. Elle pourrait donc être omise sans inconvénient.

Article 11.

Le projet ne précise pas les modalités selon lesquelles "les informations et les documents administratifs en relation avec la présente ordonnance" seront accessibles au public.

Selon les délégués de l'Exécutif, ces modalités seraient déterminées par l'ordonnance sur l'accès à l'information relative à l'environnement dans la Région de Bruxelles-Capitale dont l'avant-projet a fait l'objet de l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat du 19 septembre 1990 (L. 19.894/9).

Il semble peu souhaitable de procéder, en l'occurrence, par le moyen d'une telle législation par référence. Certes, la directive 90/313/CEE du Conseil du 7 juin 1990 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement (1) couvre l'aménagement du territoire et c'est cette directive qu'il s'agit, entre autres, de mettre en oeuvre par l'ordonnance en projet. Cependant, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles distingue, dans son article 6, § 1er, respectivement I et II, l'aménagement du territoire, en ce compris l'urbanisme, et l'environnement.

Indépendamment de la question du partage des compétences entre l'Etat, les Communautés et les Régions en matière de publicité des actes administratifs, il serait donc à tous égards préférable qu'une législation spécifique relative à l'aménagement du territoire et à l'urbanisme comporte ses propres règles en la matière, quitte à ce qu'elles rejoignent, par leur contenu, les règles qui seraient adoptées d'autre part en matière d'environnement.

Article 12.

(1) J.O.C.E., nE L. 158/56 du 23 juin 1990.

1. La référence, sous le premier tiret (devenant 1E), aux périodes de vacances scolaires risque de donner lieu à des difficultés d'application, puisque ces périodes pourront être déterminées différemment dans les établissements relevant respectivement de la Communauté française et de la Communauté flamande.

La même observation vaut pour l'article 124, alinéa 3, et l'article 147, alinéa 3.

2. L'article serait au demeurant mieux rédigé comme suit :

"L'Exécutif détermine les modalités des enquêtes en consacrant l'application des principes suivants :

1E...

2E...

3Etoute personne intéressée peut exprimer oralement ses observations avant la clôture de l'enquête publique;

4Etoute personne intéressée peut obtenir des explications techniques".

.../...

Article 13.Alinéa 3.

La deuxième phrase devrait préciser les modalités selon lesquelles l'avis et son annexe sont rendus publics.

Alinéa 4.

Il y a une discordance entre la version française et la version néerlandaise. Il semble qu'en utilisant simplement les mots "la situation", la version française soit quelque peu elliptique.

Alinéa 10.

Les mots "A l'exception de ce qui est prévu à l'article 203" doivent être omis car cet article contient une disposition transitoire qui, par définition, déroge à la règle organique portée par l'alinéa. Il faudrait donc écrire : "Les membres de la Commission régionale sont désignés par l'Exécutif ...".

Article 14.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le secrétariat permanent :

.../...

1Eorganise les enquêtes publiques prévues pour l'élaboration des plans régionaux;

2Eprépare le rapport visé à l'article 13, alinéa 4;

3Etient à la disposition du public un registre consignant les avis émis par la Commission régionale".

Article 17.

A l'alinéa 1er, il y a une discordance au moins formelle entre la version française ("recours en réformation") et la version néerlandaise ("beroepen").

Loin d'être levée par l'exposé des motifs, cette discordance y est, au contraire, aggravée, puisque le texte néerlandais parle cette fois d'"annulation".

Article 21.

1. L'article 10 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme applicable, dans l'état actuel de la législation, à la Région de Bruxelles-Capitale dispose comme suit :

.../...

"L'arrêté royal entre en vigueur quinze jours après sa publication par extrait au "Moniteur belge", lequel reproduit en même temps l'avis de la commission consultative. Dans le même délai, des expéditions du plan régional sont transmises par le gouverneur à chacune des communes auxquelles le plan s'étend.

Le gouverneur informe le public, par voie d'affiches, qu'il peut prendre connaissance du plan dans chaque maison communale".

L'article 13 de la loi rend les dispositions de l'article 10 applicables au plan de secteur. Quant aux plans communaux, l'article 23 contient, en ses alinéas 5 et 6, des dispositions semblables.

Selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat (2), la publication d'un plan de secteur n'est complète que lorsque celui-ci est, dans son intégralité, mis à la disposition du public à la maison communale. A défaut de l'accomplissement de cette formalité, il est inopposable.

Destiné à remplacer l'article 10 précité, l'article 21 du projet prévoit ce qui suit, en son alinéa 2 :

"...

Le plan entre en vigueur quinze jours après la publication de l'arrêté d'approbation par extrait au Moniteur belge, lequel reproduit en même temps l'avis et l'annexe visée à l'alinéa précédent et sa publication complète à la maison communale. Cette publication peut intervenir au plus tôt dans les trente jours de la communication visée à l'alinéa précédent".

(2) Conseil d'Etat, arrêts nE 21.269 du 16 juin 1981, Bourgeois; nE 23.926 du 31 janvier 1984, Timmerman; nE 31.487 du 1er décembre 1988, CAP...

Quelque louable que soit le souci de consacrer dans l'article du projet l'interprétation donnée par la jurisprudence du Conseil d'Etat à l'article 10 de la loi précitée, la question se pose de savoir si, compte tenu de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage en matière de "pouvoirs réservés", le législateur décretal, en adoptant une telle disposition, ne méconnaîtrait pas une règle répartitrice de compétence qui serait contenue dans l'article 129 de la Constitution, aux termes duquel

"Aucune loi, aucun arrêté ou règlement d'administration générale, provinciale ou communale, n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la loi".

En effet, selon cette jurisprudence, il résulte de l'article 19, § 1er, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles que, sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse a été donnée par les lois spéciale et ordinaire de réformes institutionnelles, le décret ne peut régler les matières qui lui ont été attribuées qu'à la condition de n'empiéter en aucune façon sur les compétences réservées à la loi par la Constitution. Et la Cour d'arbitrage de préciser que la possibilité donnée aux Conseils par l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de porter des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles ils ne sont pas compétents ne peut trouver à s'appliquer à des compétences que la Constitution réserve à la loi (3).

La lecture attentive de l'article 129 de la Constitution fait toutefois apparaître que les décrets et les

(3) Voir, notamment, Cour d'arbitrage, arrêt nE 44 du 23 décembre 1987, rôle nE 36.

ordonnances ne sont pas visés. Le renvoi à l'article 129 a disparu dans l'actuel paragraphe 5 de l'article 59bis de la Constitution et aucune disposition constitutionnelle ne rend l'article 129 applicable aux règles que les organes créés par les lois prises en exécution de l'article 107quater prennent dans les matières qui relèvent des compétences des Régions. L'article 129 lui-même, bien que soumis à révision, n'a pas été modifié de manière à inclure les décrets et les ordonnances et leurs arrêtés d'exécution.

Encore que la section de législation du Conseil d'Etat ait fait observer dans son avis sur ce qui allait devenir la loi spéciale du 8 août 1980 que la règle contenue dans l'article 21 (devenu l'article 22 de la loi) trouverait mieux sa place dans l'article 129 de la Constitution (4), c'est la loi spéciale qui règle elle-même la question de la publication et celle qui lui est indissolublement liée de la force obligatoire des décrets et de leurs arrêtés d'exécution (5).

Aux termes de son article 22,

"Aucun décret ou arrêté d'exécution n'est obligatoire qu'après avoir été publié dans la forme déterminée par la présente loi".

Cette loi groupe, respectivement dans la section III du chapitre II et dans la section IV du chapitre III de son titre III, les règles relatives à la publication et à l'entrée

(4) Doc. parl., Sénat, session 1979-1980, nE 434/1 (annexe), p. 5.

(5) Pour plus de détails, voir J. DE JONGHE, De staatsrechtelijke verplichting tot bekendmaking van normen, C.I.D.P. nE 14, Kluwer, Antwerpen 1985, pp. 67 à 73 et 87 à 93.

en vigueur des décrets et celles relatives à la publication et à l'entrée en vigueur des arrêtés des Exécutifs.

L'article 22 de la loi spéciale du 8 août 1980 s'applique à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

Quant aux règles relatives à la publication et à l'entrée en vigueur des ordonnances et des arrêtés pris pour leur exécution, elles font l'objet respectivement des articles 32 et 33 et de l'article 39 de la loi précitée du 12 janvier 1989.

La question posée ci-dessus doit en conséquence être reformulée. Elle devient celle de la conformité de l'article 21 de l'ordonnance en projet avec l'article 39 susmentionné. La réponse paraît bien devoir être que l'article sous revue méconnaît ledit article 39 dans la mesure où il fait dépendre la force obligatoire du plan non seulement de sa publication par extrait au Moniteur belge, mais également de sa publication complète à la maison communale. En effet, l'article 39 ne contient pas une disposition inspirée de l'alinéa 6 de l'article 56, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative qui permettrait de prescrire, outre la publication au Moniteur belge, un autre mode de publication des arrêtés de l'Exécutif (6).

(6) Il est à noter que les dispositions du paragraphe 1er de l'article 56 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, en ce compris celle contenue dans l'alinéa 6, ne sont pas applicables aux arrêtés royaux

Par contre, l'article examiné n'est pas critiquable lorsque, conformément à l'article 39, il fixe un autre délai d'entrée en vigueur du plan que le délai ordinaire de dix jours.

Il ne le serait pas davantage s'il prévoyait, outre la publication au Moniteur belge, des publicités additionnelles, comme précisément la mise à la disposition du public du plan à la maison communale, mais à condition de ne pas y attacher la force obligatoire que l'article 39 réserve à la formalité de la publication au Moniteur belge.

Certes, le Conseil d'Etat est conscient qu'un système dans lequel la force obligatoire du plan dépend exclusivement de sa publication par extrait au Moniteur belge, sa publication complète au Moniteur belge étant impraticable, n'offre pas, du point de vue de la sécurité juridique, les mêmes garanties pour les administrés que

et ministériels pris en exécution des décrets des Conseils culturels de la Communauté culturelle française et de la Communauté culturelle néerlandaise (article 56, § 2, alinéa 1er). L'article 39 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 maintient, sur ce point, la situation existante.

.../...

celles que procure le système de double publication prévu par l'article 10 de la loi organique du 29 mars 1962 et dont s'inspire l'article 21 du projet, mais il n'est pas en son pouvoir de compléter, par une interprétation extensive, le droit positif dans son état actuel (7).

La même observation vaut pour les articles 31, 43, alinéa 4, 54, alinéa 4, et 64, § 1er, alinéa 2, du projet.

2. Selon les délégués de l'Exécutif, l'intention de celui-ci est de garantir la primeur du plan aux conseil-lers régionaux et de leur en réserver la connaissance pendant trente jours avant toute publication.

On peut s'interroger sur l'utilité d'une telle mesure qui, en retardant le moment de la publication, risque de laisser le champ libre à la spéculation, alors qu'en contrepartie on

(7) A première vue, une solution consisterait à exclure de l'abrogation prévue par l'article 98 du projet les dispositions de la loi du 29 mars 1962 relatives à l'entrée en vigueur des plans d'aménagement, mais elle ne peut, à la réflexion, être retenue, ne fût-ce qu'en raison du contexte différent dans lequel ces dispositions s'inscrivent. Ainsi, les divers types de plans d'aménagement prévus par la loi du 29 mars 1962 n'ont-ils pas toujours leur correspondant dans l'ordonnance en projet, laquelle, notamment, distingue deux types de plans régionaux et ignore les plans de secteur.

BV.

- -

L. 19.927/9.

voit mal le parti juridique que les membres du conseil régional
pourraient tirer de cette communication.

.../...

Section 5.

L'intitulé de la section 5 ne correspond pas exactement à son contenu. Mieux vaudrait écrire "Effets du projet de plan et du plan".

Article 23.Alinéa 1er.

Il y a lieu d'écrire : "... a même force obligatoire et même valeur réglementaire ...".

Alinéa 2.

La première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"L'arrêté de l'Exécutif qui arrête le projet de plan détermine les dispositions des plans en vigueur dont l'effet est suspendu en raison de leur défaut de conformité au projet de plan".

Il ne s'agit pas, en effet, d'approuver provisoirement le projet de plan mais de l'arrêter.

.../...

Alinéa 3.

L'alinéa, tel qu'il est rédigé, est incompréhensible. Selon les délégués de l'Exécutif, il s'agit, par cette disposition, d'empêcher que puisse être délivré un permis, de bâtir par exemple, qui serait conforme à un projet de plan mais contraire à un plan dont les effets seraient suspendus.

Il s'agit d'une exception à l'effet suspensif prévu à l'alinéa 2, destinée à permettre à l'autorité d'en revenir aux dispositions du plan initial sans qu'un nouvel état de fait y fasse obstacle.

Le texte devrait exprimer clairement cette intention, en évitant l'expression "à l'alinéa précédent".

La même observation vaut pour l'article 33, alinéa 3.

Article 25.

A l'alinéa 4, il conviendrait d'écrire : "Le plan régional de développement cesse de produire ses effets ...".

Article 26.

La disposition paraît exclure toute abrogation implicite. On peut se demander ce qu'il adviendra si la disposition nouvelle est incompatible avec une disposition ancienne non abrogée explicitement.

.../...

De toute façon, dans le texte français, le mot "approuvant" devrait être évité. Il pourrait être avantageusement remplacé par le mot "adoptant".

La même observation vaut pour les articles 36 et 46. Dans ce dernier article, le mot "goedkeurt" doit, dans le texte néerlandais, être remplacé par le mot "vaststelt".

Article 28.

L'alinéa 2 doit être écrit d'un seul tenant, en supprimant le chiffre 6E, de la manière suivante : "Il peut comporter en outre des prescriptions ...".

Article 29.

1. A l'alinéa 1er, au 1E et au 2E, dans un souci de lisibilité, les expressions "dudit plan" et "le plan supérieur" doivent être remplacées par l'expression "le plan régional de développement".

2. A l'alinéa 1er, 2E, le mot "approuvé" doit, dans le texte français, être remplacé par le mot "arrêté".

3. L'intention est de n'autoriser de dérogations au plan supérieur qu'aux conditions définies par la jurisprudence

.../...

actuelle du Conseil d'Etat et de consacrer, dès lors, celle-ci dans un texte.

L'article semble cependant ne reproduire qu'imparfaitement la jurisprudence de la section d'administration en ce domaine.

On rappellera que, selon cette jurisprudence, une dérogation n'est légalement possible que lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1Eil doit être démontré que la destination prévue par le plan supérieur est dépassée ou ne peut plus être réalisée;

2Ela destination proposée par le plan inférieur doit répondre à des possibilités existantes et il doit exister une nécessité réelle d'adopter un aménagement différent;

3Ecette nécessité d'adopter un nouvel aménagement doit être fondée sur les caractéristiques particulières du territoire considéré;

4Ela dérogation ne peut porter atteinte aux données essentielles du plan supérieur (8).

Les mêmes observations valent pour les articles 39 et 49.

(8)N.V. Meubelcentrale Heylen, nE 29.254, du 28 janvier 1988.

Article 30.

1. Il n'appartient pas plus au législateur régional qu'à tout législateur en général de régler une question d'administration intérieure. Lorsque l'Exécutif est chargé de prendre une décision et, comme en l'espèce, d'arrêter un plan, c'est, en règle, à l'administration qu'il revient de préparer cette décision.

Il suffit, dès lors, d'écrire, sur le modèle de l'article 20 : "L'Exécutif élabore le projet de plan régional d'affectation du sol".

2. L'alinéa 4 semble signifier qu'un nouveau projet de plan régional d'affectation du sol doit être adopté après chaque renouvellement ordinaire du Conseil régional, puisqu'il doit être adopté dans l'année qui suit l'adoption du plan régional de développement qui, lui-même, doit être renouvelé après chaque élection régionale (articles 20, alinéa 4, et 25 in fine). Telle ne serait pourtant pas l'intention des auteurs du projet. Au demeurant, l'article 25 de celui-ci prévoit que, par exception à la règle suivant laquelle le plan régional de développement cesse de produire ses effets au terme de l'année qui suit le renouvellement intégral du Conseil, les dispositions relatives à l'affectation du sol qu'il comporte demeurent en vigueur.

Si l'on entendait maintenir l'alinéa 4, celui-ci devrait être revu.

.../...

Article 35.

L'article serait plus clair s'il était rédigé comme suit :

"Le plan régional d'affectation du sol a force obligatoire et valeur réglementaire en toutes ses dispositions".

L'article 65 devrait être rédigé sur le même modèle.

Article 38.

La notion de "zone d'intervention prioritaire", qui figure au 5E, devrait être précisée, sinon dans l'article, du moins dans l'exposé des motifs.

Article 40.

1. Mieux vaudrait rédiger comme suit l'alinéa 1er et la phrase introductive de l'alinéa 2 :

"Le collège des bourgmestre et échevins de chaque commune établit un dossier de base et confie à un auteur agréé l'élaboration de son plan communal de développement.

Le dossier de base comporte : ...".

.../...

2. A l'alinéa 3, deuxième phrase, aucun délai n'étant assigné aux "administrations et instances dont la liste est arrêtée de commun accord ...", pour répondre à la demande d'avis de la Commission régionale, on peut se demander si celle-ci pourra émettre elle-même son avis dans le délai de soixante jours. La difficulté mérite d'autant plus d'attention que le délai de soixante jours n'est certainement pas un délai d'ordre, puisque son dépassement fait réputer favorable l'avis de la Commission.

3. A l'alinéa 6, première phrase, il y a lieu d'écrire : "... le dossier de base est réputé approuvé".

Les mêmes observations valent pour l'article 50.

Article 41.

Mieux vaudrait, dans le texte français, rédiger l'alinéa 1er en deux phrases, comme il l'est dans le texte néerlandais. On écrirait :

"Le conseil communal adopte provisoirement le projet de plan et le soumet à enquête publique. Celle-ci est annoncée ...".

Article 42.

.../...

1. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"A défaut d'avis dans ce délai, la Commission régionale est réputée avoir émis un avis favorable".

2. Les alinéas 2, 3 et 4 seraient mieux rédigés comme suit :

"Dans les soixante jours qui suivent l'avis de la Commission régionale, le Conseil communal, après avoir pris connaissance des résultats de l'enquête et de l'avis, peut soit adopter définitivement le plan, soit décider de le modifier.

Dans le premier cas, il motive sa décision sur chaque point à propos duquel il s'est écarté de l'avis de la Commission régionale ou des réclamations et observations émises lors de l'enquête.

Dans le second cas, il est procédé à une nouvelle enquête dans les formes et délais prévus à l'article 41".

L'article 53 devrait être rédigé sur le même modèle.

Article 43.

1. En son alinéa 2, l'article prévoit qu'à défaut d'approbation (expresse) du plan communal dans un délai - éventuellement prorogé - de trois mois, le plan est (tacitement) approuvé.

.../...

On rappellera que, saisi d'un amendement à ce qui allait devenir l'article 23 de la loi du 29 mars 1962, visant à prévoir une présomption légale d'approbation tacite du plan communal, le Conseil d'Etat, section de législation, a, dans un avis du 13 novembre 1959, fait observer que si cet amendement ne soulevait pas d'objections sur le plan des principes généraux du droit, on ne pouvait cependant se dissimuler qu'il susciterait en l'espèce de sérieuses difficultés (9). Et le Conseil d'Etat de relever, notamment que

"l'approbation des plans communaux est plus qu'une simple mesure de tutelle administrative (10); elle seule rend possible l'intégration des plans communaux dans l'aménagement d'ensemble du territoire et elle forme par là un maillon indispensable dans la série de mesures qu'envisage le projet de loi en vue de cet aménagement".

(9) Doc. parl., Sénat, session 1959-1960, rapport nE 275, pp. 100 et 101.

(10) Après quelques hésitations, la jurisprudence de la section d'administration est également, dans son état actuel, fixée en ce sens que l'arrêté d'approbation est un acte de tutelle d'une nature particulière par lequel le Roi (l'Exécutif) ne se borne pas à vérifier si les plans ne sont pas contraires à la loi ou à l'intérêt général, mais exprime son adhésion à leurs prescriptions auxquelles il fait sortir leurs effets réglementaires (voir, notamment, Conseil d'Etat, arrêt nE 27.314 du 7 janvier 1987, Di Meo, et arrêt nE 28.086 du 12 juin 1987, De Vos et crts).

A cet égard, il convient de mentionner les articles 2, 5, 38, 39, 48, 49 et 50, alinéa 2, dernier tiret, de l'ordonnance en projet.

Dans son avis, la section de législation du Conseil d'Etat soulignait également que

"les plans d'aménagement et les plans d'expropriation sont étroitement apparentés"

et que

"c'est en vain que l'on chercherait dans la législation belge un précédent en vertu duquel les décisions d'expropriation prises par les pouvoirs subordonnés seraient exécutoires sans l'approbation expresse du Gouvernement".

Cet étroit apparentement se retrouve dans l'ordonnance en projet (voyez les articles 50, alinéa 2, septième tiret, 54, alinéa 1er, 68, alinéa 2, 70, alinéa 1er, et 72 du projet).

Le Conseil d'Etat faisait encore état d'autres dispositions pour montrer l'importance des effets de l'arrêté royal d'approbation du plan communal, par exemple l'article 16, alinéa 4, de la loi du 29 mars 1962 dont est inspiré l'article 66 du projet d'ordonnance.

L'avis rendu à cette occasion garde sa pertinence.

En raison des sérieuses difficultés signalées par la section de législation, mieux vaut renoncer à l'approbation tacite des plans communaux.

La même observation s'applique à l'article 54, alinéa 2, du projet.

.../...

2. A propos de l'alinéa 3, la question a été posée aux délégués de l'Exécutif de savoir si l'approbation pouvait être partielle. La réponse a été affirmative, à la condition que les dispositions approuvées et celles pour lesquelles l'approbation est refusée soient susceptibles d'être dissociées.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité de l'adverbe "expressément". Celui-ci pourrait au contraire, laisser supposer qu'un refus d'approbation pourrait être tacite, ce qui ne correspond certainement pas aux intentions des auteurs du texte, puisque le refus doit, en tout cas, être motivé.

La même observation vaut pour l'article 166, alinéa 3.

3. En son alinéa 4, l'article subordonne l'entrée en vigueur et, partant, la force obligatoire du plan communal de développement à une double publication. Il appelle, sur ce point, la même observation que celle qui a été formulée ci-dessus à propos de l'article 21 du projet.

Le même alinéa dispose que la publication a lieu "à l'initiative de la partie concernée la plus diligente". Outre son imprécision, la formule, empruntée au droit judiciaire, est inadéquate dans le présent contexte. C'est normalement à l'Exécutif qu'il appartient de veiller à la publication. Cette dernière observation vaut également pour l'article 54, alinéa 4.

.../...

Article 44.

1. Il n'apparaît pas du paragraphe 1er, alinéa 1er, que la commune est tenue de modifier son plan de développement lorsque l'Exécutif lui en fait la demande. Telle est pourtant, selon les délégués de l'Exécutif, l'intention de celui-ci.

2. Au paragraphe 2, il faut écrire : "... il est procédé conformément aux règles prévues à la section III".

Article 48.

L'alinéa 2 fait référence à un projet d'ordonnance relative aux études d'incidence, qui est en cours d'élaboration.

Il importe, dès lors, de ne pas s'y référer expressément. Seule devrait être maintenue, dans cette disposition, l'exigence d'un exposé des motifs. La nécessité d'établir une "note des incidences sur l'environnement" et éventuellement celle de procéder à une "étude des incidences" devraient être réglées, comme pour les autres matières, par l'ordonnance relative à ces objets.

L'observation vaut également pour l'article 50, alinéa 2, sixième tiret.

Article 51.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Peuvent demander au conseil communal d'élaborer un plan particulier d'affectation pour le périmètre qu'ils ont déterminé :

- 1Eun tiers des personnes âgées de dix-huit ans au moins, domiciliées dans ce périmètre et dans les îlots contigus;
- 2Eles propriétaires de la moitié de la superficie des terrains contenus dans ce périmètre.

La demande, adressée au collège des bourgmestre et échevins, par pli recommandé à la poste, doit comporter en tout cas :

- 1El'indication du périmètre du plan proposé;
- 2Eun exposé des besoins à satisfaire et des objectifs de l'aménagement projeté en relation avec ces besoins.

Le collège des bourgmestre et échevins soumet la demande ... (comme à l'alinéa 4 de l'article).

Si le conseil communal rejette la demande, sa décision est motivée. S'il l'accepte, la procédure est poursuivie".

Article 55 à 57.

Les trois articles peuvent être fusionnés en un seul article, rédigé comme suit :

.../...

"Le conseil communal peut soit d'initiative, soit sur demande, modifier, selon les règles prévues à l'article 50, un plan particulier d'affectation du sol.

Les dispositions réglant l'établissement des plans particuliers d'affectation du sol sont applicables à leur modification".

Articles 58 et 59.

Interrogé sur le point de savoir si ces deux articles visaient des hypothèses différentes, le délégué de l'Exécutif a convenu qu'ils faisaient en grande partie double emploi.

L'article 58 pourrait donc être supprimé, moyennant la rédaction suivante de la phrase introductive de l'article 59 :

"L'Exécutif peut décider l'établissement ou la modification d'un plan particulier d'affectation du sol si l'une des conditions suivantes se trouve remplie :".

Article 60.

1. A l'alinéa 1er, la référence à l'article 48, qui concerne le contenu du plan et non son élaboration, doit être omise.

2. De l'accord des délégués de l'Exécutif, il n'y a pas lieu de prévoir, dans des alinéas distincts, l'hypothèse

.../...

de l'élaboration et celle de la modification des plans particuliers d'affectation du sol à l'initiative de l'Exécutif, puisque la procédure à suivre est la même dans les deux cas. L'article 55 renvoie, en effet, aux articles 50, 52 et suivants.

L'article pourrait, dès lors, être rédigé plus simplement comme suit :

"Lorsque l'Exécutif décide l'élaboration ou la modification d'un plan particulier d'affectation du sol, il invite le conseil communal, par arrêté motivé, à y procéder conformément aux articles 50, 52 et suivants".

Article 61.

A l'alinéa 3, la dernière phrase doit s'écrire : "A défaut d'avis dans ce délai, la Commission de concertation est réputée avoir émis un avis favorable".

Article 64.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Si l'Exécutif arrête définitivement le plan, il motive sa décision lorsque celle-ci s'écarte de l'avis de la Commission de concertation ou des réclamations et observations émises lors de l'enquête.

.../...

Le plan particulier d'affectation du sol entre en vigueur quinze jours après sa publication par extrait au Moniteur belge (11).

Si l'Exécutif décide de modifier le plan, il est procédé à une nouvelle enquête dans les formes et délais prévus aux articles (62) et (63)".

Article 66.

L'article devrait viser non seulement l'hypothèse de l'approbation par l'Exécutif du plan particulier d'affectation du sol, mais aussi l'hypothèse où le plan a été arrêté par l'Exécutif.

La rédaction suivante est proposée :

"Lorsque le plan particulier d'affectation du sol est arrêté ou approuvé par l'Exécutif, la commune est dispensée de toute autre formalité légale en matière de plans d'alignement".

(11) Le Conseil d'Etat a cru devoir porter dans le texte le même délai que celui qui figure à l'article 54. Pour le surplus, la publication à la maison communale a été supprimée pour les raisons exposées à propos de l'article 21.

Article 67.

Les expropriations visées par l'article sont celles qui sont "nécessaires à la réalisation des prescriptions des plans définis par la présente ordonnance". Ne sont donc pas visées et ne pourraient, d'ailleurs, pas l'être, les expropriations que l'Etat, les Communautés ou une autre Région poursuivent pour la réalisation de leurs propres objectifs.

Il n'appartient pas à un législateur régional d'habiliter l'Etat, une Communauté, une autre Région ou un organisme qui en dépend, à réaliser des expropriations dans des matières qui ne relèvent pas de leurs attributions.

Or, les expropriations que l'Etat, les Communautés et les organismes qui en relèvent sont habilités à poursuivre en application de l'article 67, sont celles qui sont "nécessaires à la réalisation des prescriptions des plans définis par la présente ordonnance", c'est-à-dire des plans relatifs à la planification économique et à l'aménagement du territoire, matières qui échappent à leur compétence.

Cependant, même dans les limites relativement étroites fixées par l'article, une réserve importante doit être faite.

Selon la Cour d'arbitrage, "il résulte de la finalité de la loi spéciale du 8 août 1980 et de l'économie générale de la réforme de l'Etat que (l'article 79, § 1er, de cette loi) doit être interprété en ce sens que les Exécutifs sont également

.../...

autorisés - et que donc le législateur spécial est autorisé à habiliter les Exécutifs à cette fin - à accorder à d'autres personnes morales l'autorisation de procéder à des expropriations dans les matières régionales ou communautaires" (12). Il s'agissait, en l'occurrence, d'administrations subordonnées.

L'article doit être revu.

Article 71.

A l'alinéa 2, les mots "dressé en exécution de la présente ordonnance" sont superflus et doivent être omis.

Article 72.

Les mots "en exécution de la présente ordonnance" sont superflus et doivent être omis.

Article 74.

Les Régions ne sont pas compétentes pour déterminer la procédure judiciaire des expropriations (13).

(12) Cour d'arbitrage, nE 3/89 du 2 février 1989.

(13) Cour d'arbitrage, nE 3/89 du 2 février 1989 (2.B.2) précité et nEs 13/89 et 14/89 du 31 mai 1989 (2.B.2); avis du Conseil

Se référer aux lois en vigueur en la matière en les énumérant expressément est déjà, en soi, une manière de déterminer la procédure applicable. Cette méthode suscite aussi les délicats problèmes de la législation par référence : qu'advierait-il si ces lois étaient modifiées ou si une nouvelle procédure était instaurée (14) ?

De plus, la Cour d'arbitrage a jugé à propos de dispositions qui comme en l'espèce relèvent de matières réservées à la loi par la Constitution qu'"il n'appartient pas au législateur décréto de prendre une ... disposition .. dérogeant à de telles dispositions, ... les confirmant ou encore ... les déclarant applicables ou non" (15).

Dans un arrêt subséquent, la Cour a néanmoins admis la validité d'un article portant que "les autorisations d'expropriation prévues par les articles 1er et 2 seront accordées en conformité avec les règles et procédures prescrites par les législation et réglementation en matière d'expropriation" (16).

d'Etat nE L. 19.438/9 du 18 décembre 1989, Doc. C.R.W., sess. 1989-1990, nE 139/1.

(14) LAMBOTTE Chr., Technique législative et codification, pp. 58 et s.

(15) Cour d'arbitrage, nE 50 du 17 mars 1988.

(16) Cour d'arbitrage, nEs 13/89 et 14/89 du 31 mai 1989 précités (2.B.4).

.../...

N'ayant d'autre pouvoir que d'annuler une disposition violant la répartition des compétences, la Cour d'arbitrage n'avait pas à dire que les articles qui étaient soumis à sa censure étaient superflus. Tel est pourtant bien le cas des dispositions en question qui, sans cela, auraient excédé la compétence de la Région.

L'article 74 doit donc être omis.

Article 78.

A la fin de l'alinéa 2, il faut écrire : "... l'article (77) ..." au lieu de "l'article précédent".

Article 80.

De l'accord du délégué de l'Exécutif, l'alinéa 2 devrait être adapté au fait que l'alinéa 1er prend comme référence non plus seulement le jour précédant l'entrée en vigueur du plan, mais aussi le jour précédant l'entrée en vigueur du projet de plan.

Article 81.

L'article excède manifestement la compétence de la Région qui n'a pas à déterminer la compétence des tribunaux ni les délais de prescription des actions.

.../...

Article 84.

A l'alinéa 2, nE 4, pour les raisons analogues à celles indiquées à l'article 74, à propos de la législation par référence, il faudrait écrire : "les indications prescrites par la législation en matière d'hypothèques".

La même observation vaut pour l'article 113, l'article 193, alinéas 1er, 2 et 4, et l'article 194, alinéa 3.

Article 85.

Pour les raisons déjà indiquées à propos de l'article 74, l'article devrait être rédigé comme suit :

"Le droit de bail relatif à des immeubles remembrés ou relotis, exception faite du bail à ferme, est reporté ..., sauf diminution ou augmentation du prix du bail et à moins que le locataire n'opte pour la résiliation".

Article 86.

1. Au paragraphe 1er, 1E, deuxième phrase, dans le texte français, il faut écrire : "... qui est incorporé au sol, ancré dans celui-ci ou dans une construction existante ...".

.../...

2. Selon le paragraphe 2, un règlement d'urbanisme peut étendre à des actes et travaux non énumérés par le paragraphe 1er la nécessité d'un permis de bâtir. Toutefois, ces règlements d'urbanisme ne peuvent imposer un permis pour les actes et travaux qu'en raison de leur minime importance, l'Exécutif a dispensé de cette formalité.

Cette disposition présente un intérêt particulier lorsque l'extension de l'exigence d'un permis se fait par un règlement régional d'urbanisme. En son absence, il faudrait en effet considérer que ce règlement serait susceptible de modifier implicitement la liste arrêtée par l'Exécutif, puisque les deux actes ont même intensité de force obligatoire.

En tant que cette disposition concernerait les règlements communaux d'urbanisme, elle serait la répétition de l'article 119, alinéa 2, de la nouvelle loi communale, en vertu duquel les délibérations des communes ne peuvent être contraires aux lois, aux décrets, aux ordonnances et aux arrêtés de l'Etat, des Régions et des Communautés.

Par souci de clarté et de sécurité juridique, il serait toutefois préférable d'écrire :

"§ 2. (Comme à l'alinéa 2 du paragraphe 2 du projet).

§ 3. Les dispositions de la présente ordonnance sont applicables aux actes et travaux non énumérés au paragraphe 1er, lorsqu'un règlement d'urbanisme impose un permis pour leur exécution.

.../...

Un tel règlement ne peut toutefois porter sur des actes figurant sur la liste visée au paragraphe 2".

Article 89.

Dans l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire, dans le texte français, "quitte et libre de toute charge".

Article 92.

La rédaction du deuxième alinéa doit être revue non seulement quant à la forme mais quant au fond. Rapprochée de l'article 93, la disposition présente, en effet, une contradiction , puisque l'article 93 envisage l'hypothèse de l'octroi d'un permis pour effectuer une opération de lotissement à d'autres fins que l'habitation.

L'article serait mieux rédigé comme suit, si l'Exécutif persistait dans son intention de donner une définition, peut-être inutile, du lotissement :

"Nul ne peut, sans un permis préalable écrit et exprès du collège des bourgmestre et échevins, lotir un terrain en vue de la construction d'une habitation ou du placement d'une installation fixe ou mobile pouvant être utilisée pour l'habitation.

Par lotir, on entend l'opération consistant à faire d'un bien un lot ou à le diviser en plusieurs lots en vue d'en

.../...

vendre au moins un ou de le louer pour plus de neuf ans ou de constituer sur lui un droit d'emphytéose ou de superficie".

Article 93.

1. A l'alinéa 1er, il conviendrait d'écrire :
"... mêmes modalités que celles applicables aux permis visés à l'article 92".

2. L'alinéa 2 trouverait mieux sa place parmi les dispositions des articles 122 et 123, tels qu'il sera proposé ci-après de les remanier.

Articles 95 à 97.

1. Les articles de la section 2 trouveraient mieux leur place dans le chapitre III en raison de leur objet. Ils pourraient y former une section 10, intitulée "Dispositions particulières aux permis de lotir".

2. L'article 95 gagnerait à énoncer plus précisément les articles applicables car certains de ceux auxquels il renvoie dans sa rédaction actuelle sont étrangers aux permis de lotir, par exemple les articles 122, § 3, et 127.

3. L'abandon du doublement des délais prévu par l'article 57 de la loi du 29 mars 1962 ne risque-t-il pas de susciter des difficultés pratiques ?

Article 99.

Mieux vaudrait écrire, à l'alinéa 1er : "... sur un lot visé par un permis de lotir ...".

La même observation vaut pour l'article 101.

Article 102.

Il serait plus clair d'écrire, dans le texte français, sur le modèle du texte néerlandais : "... sans mention de la commune où le lotissement est situé ...".

Article 103.

.../...

Mieux vaudrait écrire à la fin de l'article, malgré l'exemple de la loi du 29 mars 1962, "... sauf au demandeur à indemniser les titulaires de ces droits".

Article 104.

L'article a trait aux charges qui peuvent être imposées en contrepartie d'un permis de lotir.

Il conviendrait d'en faire l'objet d'une section particulière car il ne s'agit pas d'un effet des permis. C'est d'ailleurs la solution retenue pour les permis d'urbanisme.

Article 109.

Un lot n'étant pas "situé dans un permis de lotir", mieux vaudrait écrire : "... propriétaire d'un lot visé par un permis de lotir ...".

Article 111.

L'article fait double emploi avec l'article 59 et doit être omis.

Article 114.

Il y a lieu de supprimer la référence à l'article 109 et d'écrire : "... conformément à l'article 59, il peut, dans l'intérêt ..., ordonner ... de tout ou partie des parcelles visées par le permis de lotir".

Article 116.

1. A l'alinéa 2, il serait plus précis d'écrire : "... adressée au collège des bourgmestre et échevins ...".

2. L'intention des auteurs du projet étant, selon les délégués de l'Exécutif, de laisser à l'autorité un délai de dix jours avant que prennent cours les délais visés à l'article 124, il y a lieu de remplacer, à l'alinéa 4, "dixième" par "onzième".

La même observation vaut pour l'article 145, alinéa 3.

Section 1bis.

1. Les observations qui se rapportent à cette section sont faites sous réserve du contenu, dont le Conseil d'Etat n'a pas encore connaissance, de l'ordonnance relative à l'évaluation des incidences en milieu urbain.

.../...

2. Il y a lieu de remplacer "1bis" par "2" et d'adapter en conséquence la numérotation des sections suivantes.

De même, les articles que comporte la section doivent recevoir un numérotage continu.

Article 117/2.

Le mot "repris" doit, dans le texte français, être remplacé par "mentionnés".

La même observation vaut pour l'article 117/3.

En outre, il faut écrire "du dossier complet de demande de permis".

Article 117/3.

1. La dernière phrase de l'alinéa 1er n'indique pas ce qu'il faut entendre par "la conformité de cette dernière".

Selon la portée exacte de cette dernière phrase, la rédaction de la phrase précédente pourrait devoir être revue car la constatation de la conformité impliquerait nécessairement que l'accusé de réception ne serait délivré que sur le vu de la note.

.../...

En plus, il y a une discordance entre le texte néerlandais et le texte français de la dernière phrase de l'alinéa 1er.

2. L'alinéa 2 devrait être reporté à l'article 118, conformément à la proposition de texte qui sera faite à propos de cette dernière disposition.

3. L'alinéa 3 signifie que lorsqu'il est estimé qu'une étude d'incidence est nécessaire, le demandeur doit introduire une nouvelle demande.

Cette règle devrait être plus clairement exprimée.

Article 118.

De l'accord d'un des délégués de l'Exécutif, l'article gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le plan régional de développement, le plan régional d'affectation du sol, un règlement régional d'urbanisme, les plans communaux de développement, les plans communaux d'affectation du sol, ainsi que les règlements communaux d'urbanisme peuvent soumettre l'instruction de certaines demandes de permis ou de certificats à des mesures particulières de publicité.

Toute demande de permis nécessitant une note d'incidences est soumise aux mesures particulières de publicité visées à l'alinéa 1er. Toutefois, le délai d'enquête est d'office porté à trente jours".

Article 119.

De l'accord d'un des délégués de l'Exécutif, l'article devrait comporter un premier alinéa rédigé comme suit :

"Lorsque des mesures particulières de publicité sont prescrites, le collège des bourgmestre et échevins organise une enquête publique, d'initiative ou à la demande du fonctionnaire délégué dans le cas prévu à l'article 144, sauf application de l'article 160".

Article 121.

Les mots "dans le respect des articles 10 et 12 de la présente ordonnance" sont superflus et doivent être omis.

Articles 122 et 123.

1. Il conviendrait d'écrire, au paragraphe 1er, alinéa 1er, de l'article 122 : "ou de permis de lotir non périmé, visé à l'article 92" et d'omettre les mots "sans préjudice de l'article 93".

2. Un nouvel article devrait être inséré entre l'article 122 et l'article 123. Cet article serait rédigé de la manière suivante :

.../...

"La procédure décrite à l'article 122 est applicable au cas où il existe, pour le territoire où est situé le bien, un permis de lotir non périmé, visé à l'article 93".

3. L'idée contenue à l'article 93, alinéa 2, serait mieux traduite si la fin de l'article 123 était rédigée comme suit : "ou un permis de lotir non périmé, visé à l'article 92, le collège des bourgmestre et échevins statue sur la demande" (17).

Article 125.

1. A l'alinéa 1er, il y a lieu d'adapter la référence à la numérotation des trois articles qui remplacent les articles 122 et 123.

La même observation vaut pour l'article 144, alinéa 1er.

2. L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Le permis reproduit le texte de l'alinéa 1er".

Article 126.

(17) Les mots "sans avis préalable et conforme du fonctionnaire délégué" sont inutiles et ont donc été omis.

Bien que la disposition ait été rédigée sur le modèle de l'article 54, § 4, de la loi du 29 mars 1962, la dernière partie de l'alinéa 1er serait à la fois plus claire et plus élégante dans la rédaction ci-après : "dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci".

Article 129.

1. Afin d'éviter qu'un titulaire de permis ne commence des travaux après vingt jours, ignorant qu'une décision de suspension a été prise in extremis, mieux vaudrait écrire comme, du reste, dans le texte néerlandais : "... et le notifie à celui-ci ...".

2. Il y a une discordance entre les textes français et néerlandais. Les mots "Dans le cas visé à l'article 122" n'ont pas de pendant dans le texte néerlandais.

Article 130.

1. Pour les raisons déjà exposées à propos de l'article 74, il vaudrait mieux, au paragraphe 1er, alinéa 1er, se référer à "la législation relative au statut des autoroutes", plutôt qu'à l'article 10 de la loi du 12 juillet 1956 établissant le statut des autoroutes.

De même, mieux vaudrait écrire, à la fin du même alinéa 1er, "en application de cette législation" au lieu de "en vertu de l'article 6 de cette loi".

2. Par ailleurs, l'alinéa 2 appelle, tant dans son texte français que dans son texte néerlandais, une observation analogue à celle qui a été formulée au sujet de l'article 129.

Article 131.

L'alinéa 4 doit être rédigé comme suit :

"Le permis reproduit le texte des articles 129 et 130 et les alinéas 1er à 3 du présent article".

Article 133.

La première phrase de l'alinéa 4 dispose : "Le permis peut être assorti des conditions prévues à l'article 122". Ce dernier article ne prévoit pas de conditions dont le permis pourrait être assorti.

La référence audit article est donc inappropriée.

La même observation vaut pour l'article 137, alinéa 1er, l'article 143, alinéa 1er, et l'article 152, alinéa 1er.

Article 142.

A l'alinéa 1er, mieux vaudrait écrire : "A défaut de notification de la décision dans le délai prévu à l'article 141, le demandeur peut ...".

Article 153.

L'article dispose notamment que l'Exécutif détermine "les règles nécessaires à l'application des articles 144 et suivants".

La disposition appelle les observations suivantes :

1. Contrairement à ce que l'intitulé de la section 9 laisse entendre, cette disposition donne à l'Exécutif une habilitation plus large que celle qui consiste à déterminer la forme des décisions.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quelle autre règle serait nécessaire à l'application des articles 144 et suivants que celle relative à la détermination des personnes de droit public auxquelles s'applique la procédure dérogatoire de délivrance de permis prévue aux articles 144 à 152, laquelle règle fait déjà l'objet de l'alinéa 2 de l'article 144.

3. Enfin, il convient, en tout état de cause, de citer expressément les articles que l'Exécutif est habilité à appliquer.

.../...

Article 154.

L'article mêle des éléments de la définition de certificat d'urbanisme et des précisions quant à certains de ses effets. Sa rédaction devrait être revue, de façon à distinguer les uns et les autres.

Articles 156, 157 et 158.

1. Il y a lieu de supprimer les mots "par la présente ordonnance" qui sont inutiles.

2. Il convient de citer expressément les articles auxquels il est fait référence.

La même observation vaut pour l'article 200.

Article 160.

1. L'alinéa 1er appelle une observation similaire à celle qui a été formulée au sujet de l'alinéa 2, première phrase, de l'article 117/3.

2. Pour plus de clarté, il est proposé de rédiger l'alinéa de la manière suivante :

.../...

"Lorsque la demande de certificat d'urbanisme a été soumise à des mesures particulières de publicité, la demande de permis en est dispensée, à condition que des motifs nouveaux qui justifieraient de telles mesures ne soient pas apparus. Toutefois, l'avis de la Commission de concertation reste requis si une disposition réglementaire comprise dans un plan ou un règlement d'urbanisme le prévoit".

3. Le Conseil d'Etat n'est pas parvenu à comprendre la portée propre de l'alinéa 2, qui lui paraît devoir être omis, non seulement pour cause d'inutilité, mais parce qu'il se concilie difficilement avec les articles 117/2 et 117/3.

Article 161.

1. Le 7 serait mieux rédigé comme suit : "l'accès des immeubles ou parties d'immeubles ouverts au public, des installations et de la voirie, par les personnes handicapées".

2. A l'alinéa 3, mieux vaudrait écrire : "... ne peuvent déroger aux prescriptions imposées en matière de grande voirie", de manière à éviter l'emploi du mot "lois".

Article 162.

A l'alinéa 2, il faut écrire plus correctement en français : "Après que ces annonces ont été faites, ...".

.../...

Article 166.

1. Il y a lieu de préciser que le délai d'approbation prend cours "à compter de la réception du dossier".

2. Il y a lieu d'écrire : "... le règlement communal d'urbanisme est réputé approuvé".

3. L'alinéa 4, en fixant la date d'entrée en vigueur du règlement communal, empiète sur la compétence de l'autorité nationale, telle qu'elle s'est exercée dans les articles 112 et 114 de la nouvelle loi communale. Il doit être omis.

Article 169.

L'article est la répétition inutile de l'article 86 et doit être omis.

Article 170.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Les règles relatives à l'élaboration des règlements régionaux et communaux sont applicables à leur modification".

Article 172.

Il n'est pas d'usage de renvoyer, par un simple adjectif démonstratif, à un article antérieur, sans en indiquer le numéro. Il faudrait écrire : "L'Exécutif détermine la forme et le contenu des renseignements urbanistiques visés à l'article (171)".

Article 176.

Pour avoir un effet utile, l'article devrait imposer, semble-t-il, aux communes de tenir un inventaire permanent de tous les immeubles non bâtis.

Pour la même raison, à l'alinéa 3, il conviendrait d'écrire "dont l'inventaire est dressé et tenu à jour et dont les parcelles sont identifiées".

.../...

Article 177.

Comme le droit d'emphytéose ou de superficie ne peut, par définition, porter que sur des biens immobiliers, mieux vaudrait écrire, au début de l'alinéa 1er : "Dans la publicité relative à la vente ou à la location pour plus de neuf ans d'un bien immobilier ou relative à la constitution d'un droit d'emphytéose ou de superficie, le notaire ...".

Article 178.

Au début de l'article, il faut écrire : "L'Exécutif peut, par arrêté, disposer ...", sans quoi l'arrêté visé dans la suite de l'article ne renvoie à rien.

Article 179.

1. Compte tenu du 4E, il y a lieu de supprimer, dans le 1E, la référence à l'article 178.

2. Il convient de prévoir également le cas où les travaux sont réalisés alors que le permis est périmé.

.../...

Article 180.

Les Régions ne sont pas compétentes pour déterminer les personnes qui doivent répondre d'une infraction, cette détermination résultant du livre premier du Code pénal.

Article 181.

Les Régions ne sont pas compétentes pour régler les conditions dans lesquelles une visite domiciliaire peut être effectuée (18).

Article 182.

1. A la fin de l'alinéa 1er, il faut écrire : "... lorsqu'ils constatent que ceux-ci constituent une infraction en application de l'article (179)".

2. Aux alinéas 2 et 3, il faut écrire "huissier de justice", conformément à la terminologie du Code judiciaire.

La même observation vaut pour l'article 193, alinéa 1er.

(18) Cour d'arbitrage, nE 44 du 23 décembre 1987, Moniteur belge du 27 janvier 1988, p. 1207.

3. L'alinéa 4, en tant qu'il permet au fonctionnaire délégué de transiger, appelle une critique qui sera faite à propos de l'article 186.

Article 183.

Il n'appartient pas à l'autorité régionale d'organiser une procédure de référé, fût-ce en se référant en partie au Code judiciaire.

L'Exécutif et le Conseil régional auront à apprécier si l'omission de l'article 183 ne prive pas l'article 182 de l'utilité qu'il présente aux yeux des auteurs du projet.

Article 184.

Pour la raison exposée à propos de l'article 183, il y a évidemment lieu d'omettre la mention de "l'ordonnance du président".

La même observation vaut pour l'article 185.

Article 186.

Il n'appartient pas à la Région d'organiser un système d'extinction de l'action publique par le paiement d'une somme d'argent.

Article 187.

De l'accord d'un des délégués du Ministre, il y a lieu, à l'alinéa 4, de supprimer les mots "de commun accord" qui ne peuvent être conciliés avec le caractère mathématique de la fixation du montant à rembourser.

Article 188.

L'alinéa 4 excède les compétences de la Région.

Articles 189 à 192.

Les articles s'inspirent des articles 65 et 67 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme. Comme eux, ils prévoient qu'à la demande du fonctionnaire délégué, du collège des bourgmestre et échevins ou des deux, le juge ordonne celle des mesures énumérées à l'article 65 de la loi précitée et à l'article 189 du projet, choisie par l'autorité administrative au terme d'une appréciation d'opportunité. La mesure qui est choisie par l'autorité administrative et ordonnée, à sa demande, par le

.../...

juge, ne constitue pas une peine proprement dite; il s'agit d'une mesure civile qui ressortit à l'action publique et qui est normalement ordonnée par le juge pénal "à titre de complément obligé de la condamnation pénale" (19).

Il se peut toutefois que l'action publique ne soit pas ou ne puisse pas être exercée, par exemple en cas de décès du prévenu. Afin d'éviter qu'en pareils cas, la situation de fait née à la suite de l'infraction ne perdure, l'article 67 de la loi précitée et, à sa suite, l'article 192 du projet disposent que le fonctionnaire délégué, le collège des bourgmestre et échevins ou les deux, peuvent demander au juge civil d'ordonner les mêmes mesures.

Ces dispositions soulèvent la question de savoir si le législateur régional n'excède pas ses compétences en conférant à des autorités administratives le pouvoir de demander au juge - pénal ou civil, selon le cas - d'ordonner de telles mesures.

Selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, et singulièrement selon son arrêt nE 44 du 23 décembre 1987, rôle nE 36, l'habilitation donnée au législateur décrétoal (ou au législateur régional, les raisons de décider étant les mêmes) par l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, d'ériger en infraction les manquements aux décrets (ou ordonnances) et d'établir des peines concernant les manquements, implique celui de régler les restitutions dans

(19)Voir Cass. 26 avril 1989, R.G. nE 5930, Bull. pp. 888 et s. avec les conclusions de Madame l'avocat général Liekendael.

leur acception large (20). S'ensuit-il que, compétent pour prescrire de telles mesures, le législateur décentralisé ou régional le soit également pour prévoir que ces mesures soient ordonnées à la demande d'autorités administratives qu'il désignerait ?

La question est délicate. Le Conseil d'Etat est d'avis qu'en l'occurrence, le législateur régional n'excéderait pas sa compétence en disposant à l'article 189 que le juge pénal ordonne ces mesures à la demande du fonctionnaire délégué ou du collège des bourgmestre et échevins, étant donné qu'il n'est pas touché aux prérogatives essentielles du ministère public qui conserve la maîtrise des poursuites. C'est le procureur du Roi qui décide de l'opportunité des poursuites et exerce devant la juridiction répressive l'action pénale, c'est-à-dire l'action qui tend à l'application des peines proprement dites. Le rôle du fonctionnaire délégué et du collège des bourgmestre et échevins est limité à la formulation, en dehors de tout formalisme - une simple lettre suffit -, d'une demande visant à ce que le juge pénal ordonne la mesure qui leur paraît la plus adéquate pour éviter que la situation constitutive de l'infraction ne perdure; ils ne doivent pas se joindre au ministère public comme partie poursuivante ou se constituer partie civile; le ministère public, partie poursuivante, qui requiert l'application de la loi pénale, requiert de la

(20) L'arrêt nE 44 du 23 décembre 1987 définit la restitution au sens large dans les termes suivants :

"... bien qu'elle ait un caractère civil, la restitution est liée à l'ordre public et est, par certains aspects, un accessoire indivisiblement lié à la sanction pénale; en effet, elle est le prolongement de celle-ci puisqu'elle tend - au delà de la condamnation pénale - à empêcher que subsiste une situation perpétuant l'infraction".

.../...

juridiction répressive l'application, en sus de la peine proprement dite, de la mesure choisie par l'autorité administrative comme étant la plus apte à effacer les conséquences de l'infraction. Comme l'observe Madame l'avocat général Liekendael dans ses conclusions précédant l'arrêt du 26 avril 1989 de la Cour de cassation, s'il n'y avait eu qu'une seule mesure - la remise en état des lieux -, le législateur (régional) aurait sans doute prévu que le juge pénal l'ordonne d'office, mais étant donné qu'il en a prévu trois - comme d'ailleurs l'article 11 précité de la loi spéciale l'y autorisait - il ne pouvait, sans méconnaître le principe de la séparation des pouvoirs, laisser au juge répressif le soin d'apprécier laquelle de ces mesures était la meilleure du point de vue de l'aménagement du territoire. Procéder à un tel choix ressortit à la compétence des autorités administratives ayant en charge le bon aménagement du territoire. Aussi, tout bien considéré, le pouvoir conféré au fonctionnaire délégué et au collège des bourgmestre et échevins paraît inclus dans l'habilitation donnée au législateur régional par le susdit article 11 de régler les restitutions dans leur acception large.

Plus délicate encore est la question, lorsque la mesure est sollicitée par le fonctionnaire délégué et le collège des bourgmestre et échevins devant la juridiction civile. Comme le note Madame l'avocat général Liekendael dans ses conclusions précitées, une disposition légale expresse est, en ce cas, nécessaire, car ne poursuivant pas la réparation d'un dommage qui leur soit personnel, ces autorités administratives ne pourraient pas fonder leur demande sur l'article 1382 du Code civil. Dans la mesure cependant où, comme il a été signalé ci-dessus, la juridiction civile ne sera saisie de leur demande que dans les cas relativement rares où

.../...

la juridiction pénale ne peut pas être saisie, singulièrement lorsque l'action publique est éteinte à la suite du décès du prévenu, la reconnaissance au profit des mêmes autorités du droit de solliciter du juge civil l'application de la mesure qu'elles considèrent comme la plus apte à mettre fin à la situation constitutive de l'infraction apparaît comme le complément indispensable du pouvoir qui leur est conféré de demander au juge pénal l'application de la même mesure et doit, partant, être considérée comme étant également incluse dans l'habilitation prévue à l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

La limitation des droits de la partie civile en ce qui concerne la réparation directe, prévue respectivement par les articles 65, § 1er, alinéa 4, et 67, alinéa 3, de la loi du 29 mars 1962 et par les articles 191, alinéa 1er, et 192, alinéa 3, du projet d'ordonnance, apparaît comme le corollaire de la compétence reconnue à l'autorité administrative de choisir la mesure la plus apte à empêcher le maintien de la situation. En déduisant ce corollaire, le législateur régional reste dans les limites de l'habilitation précitée.

L'article 190 du projet d'ordonnance, auquel se réfère l'article 192, alinéa 2, ne soulève pas non plus d'objection. En effet, dans son arrêt nE 44 du 23 décembre 1987, déjà cité, la Cour d'arbitrage a, à propos d'une disposition comparable, admis que le législateur décréteil avait pu légitimement estimer qu'elle était indispensable à la réalisation des objectifs du décret. La finale de l'article 190 est toutefois critiquable en tant qu'elle contient une attribution de compétence au juge des saisies.

.../...

En ce qui concerne ce dernier point, il convient d'ailleurs de rappeler qu'en règle générale, il n'appartient pas au législateur régional de prendre des dispositions qui empièteraient sur la compétence que l'article 94 de la Constitution réserve au législateur national de régler l'organisation du pouvoir judiciaire, son fonctionnement et les autres matières qui relèvent du droit judiciaire privé, fût-ce au titre des pouvoirs implicites (Cour d'arbitrage, arrêt nE 44 du 23 décembre 1987, rôle nE 36; arrêt nE 46 du 11 février 1988, rôle nE 41; arrêt nE 66 du 30 juin 1988, rôle nE51, etc.).

Pour cette raison, excèdent la compétence du législateur régional l'article 189, alinéa 2, et l'article 191, alinéa 2, du projet d'ordonnance, ainsi que l'article 192, alinéa 2, dans la mesure où il se réfère à ces deux dispositions.

Articles 193 et 194.

Il y a lieu de tenir compte des observations formulées sous les articles 74, 113 et 186 du projet.

Article 195.Quant au A.

L'article 195, en complétant l'article 161, 2E, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, a pour effet de permettre l'enregistrement gratuit des actes constatant un remembrement ou un relotissement effectué en exécution de l'ordonnance en projet.

La même disposition a été insérée dans ce Code par l'article 70, A, de la loi du 29 mars 1962.

Toutefois, comme une Région excède ses compétences même lorsqu'elle reproduit une disposition ressortissant à l'autorité nationale, la question se pose de savoir si la Région de Bruxelles-Capitale n'excède pas ici ses pouvoirs.

En vertu de l'article 4, § 3, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les Régions ne pourront modifier les exonérations relatives aux droits d'enregistrement sur la transmission à titre onéreux de biens immeubles qu'à partir de l'année budgétaire suivant celle au cours de laquelle cet impôt leur aura été attribué complètement.

Tel n'est pas encore le cas.

Le résultat visé sera atteint par l'application de la loi nationale qui porte la même exonération.

.../...

Quant au B.

Il n'appartient pas au législateur régional d'exempter de la formalité de l'enregistrement les actes, jugements et arrêts relatifs à l'exécution du titre II de l'ordonnance en projet car ce serait déroger à l'article 19 du Code précité.

Quant au C.

La disposition conduit à exempter du droit de timbre les actes relatifs à l'exécution du titre II de l'ordonnance en projet, c'est-à-dire les expropriations, les remembrements et les relotissements.

Il ressort a contrario de l'article 3 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 que les Régions n'ont aucun pouvoir par rapport à cet impôt. Elles ne peuvent donc pas reprendre par décret ou ordonnance le contenu d'une disposition nationale en la matière.

L'article 195 doit donc être omis.

Article 196.

Cet article autorise les communes à établir deux taxes annuelles sur les terrains non bâtis. Il prévoit aussi un certain nombre de "dispenses".

.../...

L'article 110, § 4, de la Constitution réserve à la loi la compétence en matière de fiscalité communale.

Il a ainsi été jugé par la Cour d'arbitrage que les Régions n'avaient pas le pouvoir :

1Ed'étendre la matière imposable d'une taxe communale et d'augmenter les limites dans lesquelles son taux peut être fixé (Cour d'arbitrage, nEs 56 et 57 du 2 juin 1988, affaires dites "du P.M.U.");

2Ede supprimer une taxe (provinciale en l'occurrence) (Cour d'arbitrage, nE 47 du 25 février 1988, affaire de la taxe wallonne sur l'eau transférée).

L'article 196 excède donc les compétences régionales et doit être omis.

Article 197.

Il résulte de l'article 110, § 2, de la Constitution qu'une taxe régionale ne peut être établie que par une règle visée à l'article 26bis du même texte.

Il s'ensuit que l'ordonnance doit prévoir l'assiette de l'impôt, sa base taxable et son taux.

Dans sa rédaction actuelle, l'article n'est pas conforme à l'article 110 précité.

.../...

Article 198.

Il convient d'excepter de l'abrogatoire les dispositions qui ne sont pas de la compétence de la Région.

Article 203.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"La Commission consultative régionale d'aménagement du territoire est maintenue en fonction jusqu'à l'installation de la Commission régionale de développement visée à l'article 13, dont elle exerce les missions".

Les termes "installation de la Commission régionale de développement" ont été substitués à l'expression "désignation des membres de la Commission régionale de développement", afin qu'il n'y ait pas d'équivoque quant à la portée de l'alinéa 2 qui prévoit un délai d'ordre mais qui pourrait, sans cette précision, laisser planer un doute sur le maintien en fonction de la Commission consultative actuelle.

Article 204.

1. Il convient de supprimer les parenthèses.

2. L'article devrait être complété par les mots "dont elle exerce les missions".

.../...

Article 206.

L'article devrait mieux faire apparaître l'idée du remplacement du plan de secteur de l'agglomération bruxelloise par le plan régional d'affectation du sol.

Le texte suivant est proposé :

"Le plan de secteur ... reste en vigueur jusqu'à son remplacement par un plan régional d'affectation du sol".

Article 207.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas en quoi l'abrogation des plans généraux d'aménagement en vigueur pourrait donner lieu à une indemnisation, ni, par conséquent, l'utilité de la deuxième phrase.

Article 208.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée du membre de phrase final du paragraphe 3, alinéa 1er, et n'a pu obtenir d'éclaircissements à ce sujet.

Article 209.

Paragraphe 1er (texte français).

1. Il serait plus correct d'écrire, à l'alinéa 1er, "pourvu que les lotisseurs" au lieu de "lorsque les lotisseurs".

2. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "si, à la date du 1er octobre 1970 ...".

3. L'alinéa 3 serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsque des travaux ont été entrepris, le permis est périmé s'ils n'ont pas été achevés avant le 31 décembre 1972".

Article 210.

L'alinéa 1er répète inutilement la règle de droit commun relative à l'entrée en vigueur des textes.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée de l'alinéa 2, puisque l'article 203 maintient en fonction la Commission consultative régionale d'aménagement du territoire jusqu'à l'installation de la Commission régionale de développement.

OBSERVATIONS FINALES.

.../...

1. Il y a lieu de supprimer les mots "de la présente ordonnance" dans la référence faite aux articles du projet.

2. Toute référence à un "alinéa précédent" ou à un "article précédent" doit être remplacée par l'indication précise de la disposition à laquelle il est fait référence.

3. Les références que portent les articles du projet devront évidemment être adaptées aux modifications de numérotation consécutives aux propositions faites dans le présent avis.

4. La formule "doit être motivé" n'est pas conforme à l'usage. Il vaut mieux écrire "est motivé".

5. L'utilisation du futur n'est pas non plus conforme à l'usage. Le texte doit être rédigé au présent de l'indicatif.

6. Dans la version néerlandaise, certaines dispositions devraient être revues du point de vue de la correction de la langue. Quelques exemples en sont donnés dans la version néerlandaise du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

In de memorie van toelichting staat het volgende te lezen :

"Het ontwerp van ordonnantie houdt rekening met de wil van de Executieve de verschillende beleidsvoeringen die rechtstreeks of onrechtstreeks de ruimtelijke ordening raken, te ontzuilen, ten einde de verschillende aspecten van het leven in de stad op coherente wijze te behandelen.

...

Door middel van gewestelijke en ontwikkelingsplannen neemt het ontwerp dus de aspecten die specifiek zijn voor de bestemming van de bodem en de andere factoren op in een algemene planning".

Het is dus dezelfde tekst die handelt over de ruimtelijke planning en de economische planning, waarbij hij voorziet in een netwerk van juridische betrekkingen tussen een en ander.

II.

De ontworpen ordonnantie houdt de opheffing in van de artikelen 1 tot 7 van de kaderwet van 15 juli 1970 houdende organisatie van de planning en economische decentralisatie (artikel 199) en schaft dus de verplichting af om economische vijfjarenplannen op te maken (artikel 3 van de wet). De ontworpen ordonnantie schrijft daarentegen het aannemen van gewestelijke en gemeentelijke ontwikkelingsplannen voor (artikel 2 van het ontwerp) die, naast bepalingen van

.../...

economische en sociale aard, ook bepalingen aangaande de bestemming van de bodem zullen bevatten.

De economische planning geschiedt echter gewoonlijk op basis van een reeks doelstellingen inzake werkgelegenheid, inkomsten, investeringen, spaargelden, huisvesting, infrastructuur, koopkracht enz. ..., die in artikel 1 van de voormelde kaderwet naar voren worden gebracht.

Die doelstellingen worden niet overgenomen in het ontwerp, waarvan artikel 2, tweede lid, niets meer doet dan zeer algemeen het volgende te bepalen :

"Deze ontwikkeling is zowel economisch, sociaal als esthetisch opgevat en heeft tot doel het leefmilieu van het Gewest te beschermen en te verbeteren en de bodem zuinig te beheren".

Hoewel de - althans in de Franse tekst - gebruikte bewoordingen die zijn van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw (artikel 1, tweede lid), blijkt niet dat met het ontwerp tevens op de economische planning wordt gedoeld. Dat oogmerk zou duidelijker tot uiting moeten komen in artikel 2 van het ontwerp.

III.

De ontworpen ordonnantie houdt de volledige vervanging in van de voormelde wet van 29 maart 1962 en wijzigd die wet tevens op substantiële wijze. De ontworpen ordonnantie neemt ook een aantal wetsbepalingen over die, volgens een vaste

.../...

rechtspraak van het Arbitragehof, behoren tot de aangelegenheden die door de Grondwet alleen tot het terrein van de wet worden gerekend en zelfs niet door de Gewesten mogen worden geregeld op grond van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Als voorbeeld kunnen worden aangehaald :

- artikel 81 dat de rechtbanken van eerste aanleg bevoegd maakt om te beslissen over de vorderingen tot betaling van vergoedingen wegens waardevermindering en dat bepaalt dat de vonnissen, behalve de voorbereidende, vatbaar zullen zijn voor hoger beroep;
- artikel 181, doordat het bepaalt onder welke voorwaarden een huiszoeking mag plaatshebben;
- artikel 183, dat voorziet in een kort geding - procedure;
- artikel 188, dat de toepassing regelt van het eerste boek van het Strafwetboek;
- artikel 190, dat bevoegdheid verleent aan de beslagrechter.

Die bepalingen, die in de bijzondere opmerkingen geïdentificeerd worden, moeten bijgevolg vervallen.

IV.

.../...

De structuur van het ontwerp zou moeten worden herzien : menig opschrift valt slechts gebrekkig samen met het onderwerp van de artikelen dat geacht wordt er betrekking op te hebben.

V.

Uit een oogpunt van wetgevingstechniek behoort in het bijzonder aan de volgende geplogenheden te worden herinnerd.

1. Hoofdstukken en afdelingen krijgen Romeinse cijfers.

2. Iedere eerste paragraaf wordt in het Frans "§ 1er" en niet "§ 1".

3. Wanneer in een volzin onderverdelingen moeten worden gebruikt, dienen die onderverdelingen te worden genummerd (en behoren geen streepjes te worden gebruikt). De nummering geschiedt door middel van 1E, 2E, 3E, ... en niet door middel van 1, 2, 3, ...

Bovendien wordt in het ontwerp geen harmonisch gebruik gemaakt van hoofdletters. Men behoort te schrijven : het Gewest, de Gewestelijke Commissie, de gemeente, de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen, de Overlegcommissie.

.../...

VI.

Wat het indieningsbesluit betreft, zij opgemerkt dat de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister-Voorzitter, om redenen die de Raad van State al meermaals uiteen heeft gezet, het ontwerp niet mag voordragen noch ondertekenen.

Daarentegen zou omdat een van de onderwerpen van het ontwerp de economische planning is, niet alleen de Minister-Voorzitter maar ook de Minister belast met de economie het ontwerp moeten voordragen en ondertekenen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.BEPALEND GEDEELTE.Artikel 5.

Het artikel zou logischer zijn indien het als volgt werd gesteld :

"De Executieve verleent bindende kracht aan de gewestelijke en gemeentelijke plannen. De bindende kracht van elk van die plannen wordt nauwkeuriger omschreven door de bijzondere bepalingen die volgen.

Alle plannen hebben verordenende waarde. Zij blijven van kracht tot zij door andere plannen worden vervangen als gevolg van een herziening of wanneer deze ordonnantie

.../...

voorschrijft dat alle of een deel van de bepalingen ervan worden geschorst of opgeheven".

Artikel 7.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Zij worden "gemachtigde ambtenaren" genoemd".

Artikel 10.

Deze bepaling beperkt er zich toe de bepalingen die zullen volgen te vermelden. Zij zou dus zonder bezwaar achterwege kunnen worden gelaten.

Artikel 11.

In het ontwerp wordt niet nader bepaald volgens welke regels "de inlichtingen en administratieve documenten die met onderhavige ordonnantie verband houden" toegankelijk zullen zijn voor het publiek.

Volgens de gemachtigden van de Executieve zouden die regels worden vastgelegd door de ordonnantie inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, omtrent het voorontwerp waarvan de

.../...

afdeling wetgeving van de Raad van State advies heeft gegeven op 19 september 1990 (L. 19.894/9).

Het lijkt weinig wenselijk om in het onderhavige geval te werken met een dergelijke wetgeving door verwijzing.

Weliswaar bestrijkt richtlijn 90/313/EEG van de Raad van 7 juni 1990 inzake de vrije toegang tot milieu-informatie (21) de ruimtelijke ordening en gaat het erom onder meer die richtlijn ten uitvoer te brengen door middel van de ontworpen ordonnantie, maar toch wordt in artikel 6, § 1, respectievelijk I en II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen een onderscheid gemaakt tussen ruimtelijke ordening, stedebouw inbegrepen, en leefmilieu.

Los van de vraag betreffende de verdeling van de bevoegdheden over de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten inzake van de bekendmaking van de administratieve handelingen, zou het dus in alle opzichten verkieslijk zijn dat een specifieke wetgeving omtrent de ruimtelijke ordening en de stedebouw ter zake haar eigen voorschriften bevat, ook al zouden zij dan wat hun inhoud betreft aansluiten bij de voorschriften die anderzijds inzake leefmilieu zouden worden vastgesteld.

Artikel 12.

1. De verwijzing, onder het streepje (dat 1E wordt), naar de periode van de schoolvakanties zou aanleiding kunnen

(21)Publikatieblad, nr. L. 158/56 van 23 juni 1990.

.../...

geven tot moeilijkheden bij de toepassing, aangezien die periode op een verschillende manier vastgesteld zal kunnen worden in de instellingen die respectievelijk tot de Franse Gemeenschap en tot de Vlaamse Gemeenschap behoren.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 124, derde lid, en voor artikel 147, derde lid.

2. Het zou overigens beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"De Executieve bepaalt de nadere regels ter zake van het onderzoek en bekrachtigt tevens de toepassing van de volgende beginselen :

1Eten minste ...;

2Ede dossiers zijn ten minste één werkdag per week tot 20 uur toegankelijk;

3Eiedere belanghebbende kan mondeling opmerkingen maken alvorens het openbaar onderzoek wordt afgesloten;

4Eiedere belanghebbende kan technische uitleg krijgen".

Artikel 13.

Derde lid.

.../...

In de tweede zin zou duidelijk gemaakt moeten worden volgens welke regels het advies en de bijbehorende bijlage openbaar worden gemaakt.

Vierde lid.

Er is een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse versie; het laat zich aanzien dat de Franse versie, in zoverre er gewoonweg de woorden "la situation" in worden gebruikt enigermate elliptisch is.

Tiende lid.

De woorden "Met uitzondering van hetgeen voorzien is in artikel 203" behoren te vervallen, aangezien dit artikel een overgangsbepaling bevat die per definitie afwijkt van het in het lid vervatte organieke voorschrift. Er zou dus moeten worden geschreven : "De leden van de Gewestelijke Commissie worden door de Executieve aangesteld ...".

Artikel 14.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Het vast secretariaat :

.../...

- 1Eorganiseert elk openbaar onderzoek dat met het oog op het opmaken van de gewestelijke plannen wordt voorgeschreven;
- 2Ebereidt het in artikel 13, vierde lid, bedoelde verslag voor;
- 3Ehoudt een register, dat de door de Gewestelijke Commissie gegeven adviezen bevat, ter beschikking van het publiek".

Artikel 17.

In het eerste lid is er een op zijn minst formele discrepantie tussen de Franse versie ("recours en réformation") en de Nederlandse versie ("beroepen").

In de memorie van toelichting wordt die discrepantie bij lange niet opgeheven, maar wel integendeel versterkt doordat in de Nederlandse tekst aldaar sprake is van "vernietiging".

Artikel 21.

1. Artikel 10 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, dat bij de huidige stand van de wetgeving toepasselijk is op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, luidt aldus :

"Het koninklijk besluit treedt in werking vijftien dagen na de bekendmaking ervan bij uittreksel in het "Belgisch

.../...

Staatsblad", waarin tegelijk het advies van de commissie van advies wordt overgenomen. Binnen dezelfde termijn zendt de gouverneur het streekplan naar iedere gemeente die bij het plan betrokken is.

De gouverneur maakt door aanplakking bekend dat het plan in elk gemeentehuis voor een ieder ter inzage ligt".

Artikel 13 van de wet maakt de bepalingen van artikel 10 toepasselijk op het gewestplan. Wat de gemeentelijke plannen betreft bevatten het vijfde en het zesde lid van artikel 23 soortgelijke bepalingen.

Volgens de vaste rechtspraak van de Raad van State (22) is de bekendmaking van een gewestplan pas volledig wanneer dit in zijn geheel op het gemeentehuis ter inzage is gelegd van het publiek. Is dat vormvereiste niet vervuld, dan is het niet tegenstelbaar.

Artikel 21 van het ontwerp, dat moet dienen om het voormelde artikel 10 te vervangen, bepaalt het volgende in het tweede lid :

"...

Het plan treedt in werking vijftien dagen nadat het goedkeuringsbesluit bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad werd bekendgemaakt, waarbij tevens het in vorig lid bedoelde advies en de bijhorende bijlage worden afgedrukt, en na bekendmaking van het volledig genoemde goedkeuringsbesluit in het gemeentehuis. Deze

(22) Raad van State, arresten nr. 21.269 van 16 juni 1981, Bourgeois; nr. 23.926 van 31 januari 1984, Timmerman; nr. 31.487 van 1 december 1988, CAP. ...

bekendmaking kan ten vroegste dertig dagen na de in het vorige lid bedoelde mededeling plaatsvinden".

Hoe lofwaardig ook het streven zij om in het artikel van het ontwerp bekrachtiging te verlenen aan de uitlegging die door de rechtspraak van de Raad van State aan artikel 10 van de voormelde wet gegeven wordt, rijst toch de vraag of gelet op de rechtspraak van het Arbitragehof inzake "gereserveerde bevoegdheden" de decreetgever die een dergelijke bepaling zou aannemen niet een voorschrift inzake verdeling van bevoegdheid zou schenden dat vervat zou zijn in artikel 129 van de Grondwet naar luid waarvan

"geen wet, geen besluit of verordening van algemeen, provinciaal of gemeentelijk bestuur verbindend (is) dan na te zijn bekendgemaakt in de vorm bij de wet bepaald".

Volgens die rechtspraak volgt immers uit artikel 19, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen dat het decreet, afgezien van het geval dat een bijzondere en uitdrukkelijke machtiging is verleend door de bijzondere en de gewone wet tot hervorming der instellingen, de aangelegenheden die eraan zijn toegewezen pas kan regelen als het geenszins inbreuk maakt op de bevoegdheden die de Grondwet uitsluitend voor de wet bestemt. Het Arbitragehof voegt hier aan toe dat de bij artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 aan de Raden geboden mogelijkheid om juridische bepalingen op te nemen in verband met aangelegenheden

.../...

waarvoor zij niet bevoegd zijn, geen toepassing kan vinden op bevoegdheden die de Grondwet voor de wet reserveert (23).

Uit een aandachtige lezing van artikel 129 van de Grondwet komt evenwel naar voren dat niet op decreten en ordonnanties gedoeld wordt. De verwijzing naar artikel 129 staat niet langer in de huidige paragraaf 5 van artikel 59bis van de Grondwet en geen enkele grondwetsbepaling maakt artikel 129 toepasselijk op de voorschriften die worden uitgevaardigd ter zake van aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de Gewesten behoren door de organen opgericht door de ter uitvoering van artikel 107quater uitgevaardigde wetten. Hoewel artikel 129 voor herziening vatbaar is verklaard, is het niet gewijzigd zodat het ook de decreten en de ordonnanties alsmede de besluiten tot uitvoering daarvan zou omvatten.

Ofschoon de afdeling wetgeving van de Raad van State er in haar advies over de latere bijzondere wet van 8 augustus 1980 op gewezen heeft dat het in artikel 21 (dat artikel 22 van de wet geworden is) vervatte voorschrift beter op zijn plaats zou zijn in artikel 129 van de Grondwet (24) is het de bijzondere wet die zelf de kwestie van de bekendmaking regelt alsook de aangelegenheid die er onlosmakelijk mee verbonden is, te weten de bindende kracht van de decreten en de besluiten

(23)Zie, inzonderheid, Arbitragehof, arrest nr. 44 van 23 december 1987, rol nr. 36.

(24)Gedr. St., Senaat, zitting 1979-1980, nr. 434/1 (bijlage), blz. 5.

tot uitvoering daarvan (25). Naar luid van artikel 22 van de bijzondere wet

"(is) geen decreet of uitvoeringsbesluit verbindend dan na te zijn bekendgemaakt in de vorm bij deze wet bepaald".

Die wet groepeert respectievelijk in afdeling III van hoofdstuk II en in afdeling IV van hoofdstuk III van titel III de voorschriften aangaande de bekendmaking en de inwerkingtreding van de decreten alsmede de voorschriften aangaande de bekendmaking en de inwerkingtreding van de besluiten van de Executieven.

Artikel 22 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is op het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van toepassing krachtens artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

De voorschriften aangaande de bekendmaking en de inwerkingtreding van de ordonnanties en de besluiten die ter uitvoering daarvan worden vastgesteld, zijn respectievelijk in de artikelen 32 en 33 en in artikel 39 van de voormelde wet van 12 januari 1989 aan de orde.

De hiervoren gestelde vraag moet bijgevolg opnieuw worden geformuleerd. Het wordt dus de vraag of artikel 21 van

(25) Voor meer bijzonderheden zie J. DE JONGHE, De staatsrechtelijke verplichting tot bekendmaking van normen C.I.D.P. nr. 14, Kluwer, Antwerpen 1985, blz. 67 tot 73 en 87 tot 93.

de ontworpen ordonnantie zich verdraagt met artikel 39 voormeld. Het antwoord lijkt te moeten zijn dat het bewuste artikel het genoemde artikel 39 schendt doordat het de verbindende kracht van het plan niet alleen afhankelijk maakt van de bekendmaking ervan bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad, maar ook van de volledige bekendmaking ervan op het gemeentehuis. Artikel 39 bevat immers geen bepaling naar het model van het zesde lid van artikel 56, § 1, van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken die het mogelijk zou maken om, naast de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, een andere wijze van bekendmaking van de besluiten van de Executieve voor te schrijven (26).

Het onderzochte artikel is daarentegen niet vatbaar voor kritiek wanneer het overeenkomstig artikel 39 een andere termijn voor de inwerkingtreding van het plan bepaalt dan de gewone termijn van tien dagen. Het zou evenmin laakbaar zijn als het, naast de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, zou voorzien in aanvullende vormen van bekendmaking, zoals meer

(26)Op te merken valt dat de bepalingen van paragraaf 1 van artikel 56 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, de bepaling van het zesde lid inbegrepen, niet toepasselijk zijn op de koninklijke en ministeriële besluiten die worden vastgesteld ter uitvoering van de decreten van de Cultuurraden van de Franse Cultuurgemeenschap en van de Nederlandse Cultuurgemeenschap (artikel 56, § 2, eerste lid). Artikel 39 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 behoudt op dat punt de bestaande toestand.

.../...

bepaald het ter inzage leggen van het plan op het gemeentehuis, maar op voorwaarde dat eraan niet de verbindende kracht wordt gegeven die artikel 39 hecht aan het vormvereiste van de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

De Raad van State is er zich weliswaar van bewust dat een systeem waarbij de verbindende kracht van het plan uitsluitend afhangt van de bekendmaking ervan bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad, aangezien de volledige bekendmaking in het Belgisch Staatsblad niet doenbaar is, uit een oogpunt van rechtszekerheid niet dezelfde waarborgen aan de burgers biedt als die welke geboden worden door het systeem van dubbele bekendmaking als voorgeschreven door artikel 10 van de wet van 29 maart 1962, waarbij artikel 21 van het ontwerp aanknoopt, maar het behoort niet tot zijn bevoegdheid om via een uitbreidende interpretatie het positieve recht zoals het nu is aan te vullen (27).

(27)Op het eerste gezicht zou een oplossing erin bestaan de bepalingen van de wet van 29 maart 1962 betreffende de inwerkingtreding van de plannen van aanleg buiten de opheffing te houden waarin wordt voorzien door artikel 98 van het ontwerp, maar bij enig nadenken kan die oplossing niet worden gekozen al was het maar vanwege het verschillende verband waarin die bepalingen te plaatsen zijn. Zo hebben de verschillende soorten van plannen van aanleg als voorgeschreven bij de wet van 29 maart 1962 niet steeds een tegenhanger in de ontworpen ordonnantie die bepaaldelijk twee soorten van gewestelijke plannen onderscheidt en voorbijgaat aan de gewestplannen.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 31, 43, vierde lid, 54, vierde lid, en 64, § 1, tweede lid, van het ontwerp.

2. Volgens de gemachtigden van de Executieve is deze voornemens om de primeur van het plan voor te behouden aan de leden van de gewestraad en er voor te zorgen dat alleen dezen er gedurende dertig dagen vo,'o,'r elke bekendmaking kennis van hebben.

Men kan zich afvragen wat het nut is van een dergelijke maatregel die het ogenblik van de bekendmaking vertraagt en daardoor vrij spel zou kunnen laten aan speculatie, terwijl men daarentegen niet goed inzielt welk juridisch nut de leden van de gewestraad uit die inzage zouden kunnen halen.

Afdeling 5.

Het opschrift van afdeling 5 strookt niet helemaal met de inhoud daarvan. Het zou beter zijn te schrijven "Gevolgen van het ontwerp-plan en van het plan".

Artikel 23.

Eerste lid.

Men schrijve : "... heeft dezelfde bindende kracht en dezelfde verordenende waarde ...".

Tweede lid.

.../...

Het zou beter zijn de eerste volzin als volgt te redigeren :

"Het besluit van de Executieve waarmee het ontwerp-plan wordt vastgesteld, bepaalt van welke bepalingen van de vigerende plannen de werking wordt geschorst omdat ze niet conform het ontwerp-plan zijn".

Het gaat er immers niet om het ontwerp-plan "voorlopig vast te stellen", maar het vast te stellen.

Derde lid.

Zoals het lid gesteld is, is het onbegrijpelijk. Volgens de gemachtigden van de Executieve zit bij deze bepaling de bedoeling voor te verhinderen dat een vergunning, bijvoorbeeld een bouwvergunning, wordt afgegeven die conform een ontwerp-plan zou zijn, maar strijdig met een plan waarvan de werking zou zijn geschorst. Het geldt hier een uitzondering op de schorsende werking als voorgeschreven in het tweede lid, bestemd om de overheid in staat te stellen terug te keren naar de bepalingen van het oorspronkelijke plan, zonder dat een nieuwe feitelijke toestand er aan in de weg staat.

De tekst zou die bedoeling duidelijk moeten vertolken en daarbij de uitdrukking "in vorig lid" moeten vermijden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 33, derde lid.

.../...

Artikel 25.

In het vierde lid behoort te worden geschreven : "De werking van het gewestelijke ontwikkelingsplan houdt op aan het einde van het jaar ...".

Artikel 26.

De bepaling lijkt elke impliciete opheffing uit te sluiten. De vraag rijst wat er zal gebeuren als de nieuwe bepaling zich niet verdraagt met een vroegere niet expliciet opgeheven bepaling.

In elk geval zou in de Franse tekst het woord "approuvant" moeten worden vermeden; het zou heel goed vervangen kunnen worden door het woord "adoptant".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 36; in artikel 46 behoort in de Nederlandse tekst het woord "goedkeurt" te worden vervangen door het woord "vaststelt" en moet in de Franse tekst het woord "approuvant" worden vervangen door het woord "adoptant".

Artikel 28.

Het tweede lid behoort aan één stuk te worden geschreven, waarbij het cijfer 6E achterwege wordt gelaten, namelijk op de volgende manier : "Het kan eveneens voorschriften van esthetische aard of betreffende de plaatsing en de omvang van de gebouwen bevatten".

Artikel 29.

1. In het eerste lid, 1E en 2E, behoren de uitdrukkingen "van het bedoelde plan" en "het hogere plan" ter wille van de leesbaarheid te worden vervangen door de uitdrukking "het gewestelijke ontwikkelingsplan".

2. In het eerste lid, 2E, moet in de Franse tekst het woord "approuvé" worden vervangen door het woord "arrêté".

3. Het is de bedoeling om afwijkingen van het hogere plan slechts toe te staan onder de voorwaarden die door de huidige rechtspraak van de Raad van State worden omschreven en om die rechtspraak bijgevolg in een tekst in te schrijven.

Het laat zich echter aanzien dat het artikel de rechtspraak van de afdeling administratie in dezen slechts onvolkomen overneemt.

Er zij op gewezen dat een afwijking volgens die rechtspraak pas wettelijk mogelijk is wanneer de volgende voorwaarden zijn vervuld :

1Eer moet worden aangetoond dat de bestemming in het hogere plan achterhaald is of niet meer gerealiseerd kan worden;

.../...

2Ede in het lagere plan voorgestelde bestemming moet beantwoorden aan bestaande mogelijkheden en er moet een dwingende behoefte bestaan aan een afwijkende ordening;

3Ede behoefte aan een nieuwe ordening moet steunen op de eigen aard van het betrokken deelgebied;

4Ede afwijkende ordening mag de algemene economie van het hogere plan niet aantasten (28).

Dezelfde opmerkingen gelden voor de artikelen 39 en 49.

Artikel 30.

1. Het is evenmin een aangelegenheid van de gewestelijke wetgever als van enige wetgever in het algemeen om een kwestie van intern bestuur te regelen. Wanneer de Executieve tot opdracht heeft een beslissing te nemen en zoals in het onderhavige geval een plan vast te stellen, dan is het in de regel een aangelegenheid van het overheidsbestuur om die beslissing voor te bereiden.

Naar het model van het artikel 20 kan er dus mee worden volstaan te schrijven : "De Executieve maakt het ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan op".

(28)N.V. Meubelcentrale Heylen, nr. 29.254, 28 januari 1988.

2. Het vierde lid lijkt te betekenen dat een nieuw ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan moet worden aangenomen na elke gewone vernieuwing van de Gewestraad, aangezien het moet worden aangenomen in de loop van het jaar dat volgt op de aanneming van het gewestelijke ontwikkelingsplan dat zelf na iedere gewestelijke verkiezing moet worden vernieuwd (artikelen 20, vierde lid, en 25 in fine). Zulks zou echter niet de bedoeling van de stellers van het ontwerp zijn. Artikel 25 van het ontwerp schrijft overigens voor dat de bepalingen betreffende de bestemming die erin zijn vervat bij wijze van uitzondering op de regel volgens welke de werking van het gewestelijke ontwikkelingsplan ophoudt aan het einde van het jaar dat volgt op de volledige vernieuwing van de Raad, van kracht blijven.

Wil men het vierde lid behouden, dan zou dit herzien moeten worden.

Artikel 35.

Het artikel zou duidelijker zijn indien het als volgt werd geredigeerd :

"Alle bepalingen van het gewestelijke bestemmingsplan hebben bindende kracht en verordenende waarde".

Artikel 65 zou volgens hetzelfde model moeten worden geredigeerd.

Artikel 38.

.../...

Het begrip "prioritaire interventiegebieden", dat in 5E staat, zou zo niet in het artikel, dan toch in de memorie van toelichting verduidelijkt moeten worden.

Artikel 40.

1. Het zou beter zijn het eerste lid en de volzin die het tweede lid inleidt als volgt te stellen :

"Het college van burgemeester en schepenen van elke gemeente stelt een basisdossier op en vertrouwt het opmaken van zijn gemeentelijk ontwikkelingsplan toe aan een erkend ontwerper.

Het basisdossier bevat : ...".

2. In de tweede volzin van het derde lid wordt geen enkele termijn opgelegd aan de "besturen en organen waarvan de lijst is vastgelegd in onderling akkoord ...", om de antwoorden op de adviesaanvraag van de Gewestelijke Commissie; men kan zich derhalve afvragen of die commissie zelf binnen de termijn van zestig dagen van advies zal kunnen dienen. Op die moeilijkheid behoeft des te meer de aandacht te worden gevestigd aangezien de termijn van zestig dagen zeker geen niet-dwingende termijn is, aangezien als hij eenmaal is verstreken het advies van de commissie moet worden geacht gunstig te zijn.

.../...

3. In het zesde lid, eerste volzin, dient te worden geschreven : "... wordt het basisdossier geacht te zijn goedgekeurd".

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 50.

Artikel 41.

Het zou beter zijn om in de Franse tekst van het eerste lid twee zinnen te maken, zoals dat het geval is in de Nederlandse tekst. Er zou dus worden geschreven :

"Le conseil communal adopte provisoirement le projet de plan et le soumet à enquête publique. Celle-ci est annoncée ...".

Artikel 42.

1. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Bij gebrek aan een advies binnen die termijn, wordt de Gewestelijke Commissie geacht een gunstig advies te hebben gegeven".

2. Het tweede, het derde en het vierde lid zouden beter als volgt worden geredigeerd :

.../...

"De gemeenteraad kan, binnen zestig dagen na het advies van de Gewestelijke Commissie, na kennis te hebben genomen van de uitslag van het onderzoek en van het advies, het plan definitief aannemen of besluiten het te wijzigen.

In het eerste geval motiveert hij zijn beslissing op ieder punt waaromtrent hij is afgeweken van het advies van de Gewestelijke Commissie of van de bezwaren en opmerkingen die ten tijde van het onderzoek zijn gemaakt.

In het tweede geval wordt een nieuw onderzoek ingesteld in de vorm en binnen de termijnen als bepaald in artikel 41".

Artikel 53 zou naar hetzelfde model moeten worden geredigeerd.

Artikel 43.

1. Het tweede lid van het artikel bepaalt dat wanneer het gemeentelijke plan niet binnen een - eventueel te verlengen - termijn van drie maanden (uitdrukkelijk) is goedgekeurd, het plan (stilzwijgend) wordt goedgekeurd.

Er zij op geattendeerd dat de Raad van State, afdeling wetgeving, die een amendement voorgelegd had gekregen op het latere artikel 23 van de wet van 29 maart 1962, strekkende tot het voorzien in een wettelijk vermoeden van stilzwijgende goedkeuring van het gemeentelijke plan, er in een advies van

.../...

13 november 1959 op gewezen heeft dat dit amendement weliswaar geen aanleiding gaf tot aanmerkingen uit een oogpunt van de algemene rechtsbeginselen, maar dat men toch moest weten dat het in het kwestieuze geval tot ernstige moeilijkheden zou leiden (29). De Raad van State heeft inzonderheid op het volgende gewezen :

"De goedkeuring van de gemeentelijke plannen is meer dan een zuivere voogdijmaatregel (30); zij alleen maakt het mogelijk de gemeentelijke plannen in de ruimtelijke ordening van het grondgebied in zijn geheel te integreren en vormt aldus een onmisbare schakel in de reeks van maatregelen die het wetsontwerp in uitzicht stelt met het oog op die ordening".

In dit opzicht behoort melding te worden gemaakt van de artikelen 2, 5, 38, 39, 48, 49 en 50, tweede lid, laatste streepje, van de ontworpen ordonnantie.

(29) Gedr. St. Senaat, zitting 1959-1960, verslag nr. 275, blz. 100 en 101.

(30) De rechtspraak van de afdeling administratie, die aanvankelijk enige aarzeling vertoond heeft, is thans eveneens in zoverre vastgelegd dat het goedkeuringsbesluit een toezichthoudende handeling is van een bijzondere aard waarbij de Koning (de Executieve) er zich niet toe bepaalt na te gaan of de plannen geen strijd opleveren met de wet of het algemeen belang, maar zich eens verklaart met de voorschriften ervan, aan welke voorschriften hij een verordenende werking verbindt (zie, inzonderheid, Raad van State, arrest nr. 27.314 van 7 januari 1987, Di Meo, en arrest nr. 28.086 van 12 juni 1987, De Vos c.s.).

In haar advies heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State tevens onderstreept dat

"plannen van aanleg en onteigeningsplannen nauw met elkaar verwant (zijn)"

en dat

"men vergeefs in de Belgische wetgeving naar een voorgaande (zou) zoeken waarin de door de ondergeschikte machten genomen beslissingen tot onteigening uitvoerbaar zijn zonder uitdrukkelijke goedkeuring van de Regering".

Dat nauwe verband is ook terug te vinden in de ontworpen ordonnantie (zie de artikelen 50, tweede lid, zevende streepje, 54, eerste lid, 68, tweede lid, 70, eerste lid, en 72 van het ontwerp).

De Raad van State heeft ook nog gewag gemaakt van andere bepalingen om te wijzen op het belang van de gevolgen van het koninklijk besluit tot goedkeuring van het gemeentelijke plan, bijvoorbeeld artikel 16, vierde lid, van de wet van 29 maart 1962, waarop artikel 66 van het ontwerp van ordonnantie voortbouwt.

Het advies dat bij die gelegenheid is gegeven blijft relevant. Vanwege de ernstige moeilijkheden waarop de afdeling wetgeving heeft gewezen, is het beter af te zien van stilzwijgende goedkeuring van de gemeentelijke plannen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 54, tweede lid, van het ontwerp.

.../...

2. In verband met het derde lid is aan de gemachtigden van de Executieve gevraagd of de goedkeuring gedeeltelijk kon zijn. Het antwoord luidde bevestigend, mits de goedgekeurde bepalingen en die waaraan goedkeuring wordt onthouden kunnen worden losgekoppeld.

Bovendien is het de Raad van State niet duidelijk wat het nut is van het bijwoord "uitdrukkelijk". Dat woord zou integendeel kunnen laten veronderstellen dat een weigering tot goedkeuring stilzwijgend kan zijn, wat zeker niet beantwoordt aan de bedoelingen van de schrijvers van de tekst, nu de weigering in alle geval met redenen dient te worden omkleed.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 166, derde lid.

3. Het vierde lid van het artikel maakt de inwerkingtreding en bijgevolg de verbindende kracht van het gemeentelijke ontwikkelingsplan afhankelijk van een tweevoudige bekendmaking. Op dat punt behoeft er dezelfde opmerking bij te worden gemaakt als die welke hiervoren geformuleerd is in verband met artikel 21 van het ontwerp.

Hetzelfde lid bepaalt dat de bekendmaking "op initiatief van de meest gereede betrokken partij" geschiedt. Die formule, die ontleend is aan het gerechtelijke recht, is niet alleen onnauwkeurig, maar is in deze context ook ongeschikt. Normaal komt het de Executieve toe om te zorgen voor

.../...

de bekendmaking. Deze opmerking geldt ook voor artikel 54, vierde lid.

Artikel 44.

1. Het blijkt niet uit paragraaf 1, eerste lid, dat de gemeente verplicht is haar ontwikkelingsplan te wijzigen wanneer de Executieve haar daarom verzoekt. Toch is dat volgens de gemachtigden van de Executieve de bedoeling van de laatstgenoemde.

2. Paragraaf 2 zou als volgt gesteld moeten worden :

"§ 2. Wanneer de beoogde wijziging gevolgen heeft voor de bodembestemming, wordt tewerk gegaan overeenkomstig de voorschriften bepaald in afdeling III".

Artikel 48.

In het tweede lid wordt gerefereerd aan een ontwerp van ordonnantie betreffende een milieu-effectstudie dat nog in voorbereiding is.

Bijgevolg behoort er niet uitdrukkelijk aan te worden gerefereerd. In die bepaling zou alleen het vereiste van een memorie van toelichting behouden moeten worden. De noodzaak om een "milieu-effectennota" op te maken en eventueel de noodzaak om een "milieu-effectenstudie" uit te voeren zouden,

.../...

zoals voor de overige aangelegenheden, geregeld moeten worden door de ordonnantie die betrekking heeft op die onderwerpen.

De opmerking geldt ook voor artikel 50, tweede lid, zesde streepje.

Artikel 51.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De gemeenteraad kan om het opmaken van een bijzonder bestemmingsplan voor de omtrek die zij hebben vastgesteld worden verzocht door :

1Een derde van de personen die ten minste achttien jaar oud zijn en binnen die omtrek en in de belendende huizenblokken wonen;

2Ede eigenaars die de helft van de oppervlakte van de terreinen binnen die omtrek bezitten.

De aanvraag, die bij een ter post aangetekende brief aan het college van burgemeester en schepenen wordt gericht, dient in elk geval het volgende te omvatten :

1Ede opgave van de omtrek van het voorgestelde plan;

.../...

2Een uiteenzetting van de behoeften waaraan moet worden voldaan en van de doeleinden van de geplande ordening in verhouding tot die behoeften.

Het college van burgemeester en schepenen legt de aanvraag uiterlijk drie maanden na de indiening ervan voor aan de gemeenteraad.

Indien de gemeenteraad de aanvraag verwerpt, wordt zijn beslissing gemotiveerd. Willigt hij haar in, dan wordt de procedure voortgezet".

Artikelen 55 tot 57.

De drie artikelen zouden tot één, als volgt luidend artikel kunnen worden samengevoegd :

"De gemeenteraad kan uit eigen beweging of op verzoek een bijzonder bestemmingsplan wijzigen volgens de regels bepaald in artikel 50.

De bepalingen tot regeling van het opmaken van de bijzondere bestemmingsplannen gelden voor de wijziging ervan".

Artikelen 58 en 59.

De gemachtigde van de Executieve aan wie gevraagd werd of met die twee artikelen verschillende gevallen werden beoogd, heeft toegegeven dat zij elkaar grotendeels overlappen.

.../...

Artikel 58 zou dus kunnen vervallen mits de volzin die artikel 59 inleidt als volgt wordt gesteld :

"De Executieve kan tot het opmaken of het wijzigen van een bijzonder bestemmingsplan besluiten indien één van de volgende voorwaarden is vervuld :".

Artikel 60.

1. In het eerste lid behoort de verwijzing naar artikel 48, dat betrekking heeft op de inhoud van het plan en niet op het opmaken ervan, te vervallen.

2. De gemachtigden van de Executieve zijn het ermee eens dat er geen reden is om, in afzonderlijke leden, te voorzien in het geval dat bijzondere bestemmingsplannen worden opgemaakt, respectievelijk gewijzigd, op initiatief van de Executieve, aangezien de te volgen procedure dezelfde is in de beide gevallen. Artikel 55 verwijst immers naar de artikelen 50, 52 en volgende.

Het artikel zou bijgevolg eenvoudiger gesteld worden als volgt :

"Wanneer de Executieve besluit een bijzonder bestemmingsplan op te maken of te wijzigen, verzoekt zij bij een met redenen omkleed besluit de gemeenteraad op te treden overeenkomstig de artikelen 50, 52 en volgende".

.../...

Artikel 61.

In het derde lid behoort de laatste zin als volgt te worden geschreven :

"De Overlegcommissie brengt binnen zestig dagen na ontvangst van het dossier advies uit; is er binnen die termijn geen advies voorhanden, dan wordt de Overlegcommissie geacht gunstig te hebben geadviseerd".

Artikel 64.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Wanneer de Executieve het plan definitief vaststelt, motiveert zij haar beslissing indien deze afwijkt van het advies van de Overlegcommissie of van de bezwaren en opmerkingen die ten tijde van het onderzoek zijn gemaakt.

Het bijzondere bestemmingsplan treedt in werking vijftien dagen nadat het bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt (31).

(31) De Raad van State heeft gemeend in de tekst dezelfde termijn te moeten invoeren als die welke in artikel 54 staat. Voor het overige is de bekendmaking op het gemeentehuis achterwege gelaten om de redenen die in verband met artikel 21 zijn uiteengezet.

.../...

Indien de Executieve besluit het plan te wijzigen, wordt een nieuw onderzoek ingesteld in de vorm en binnen de termijnen bepaald in de artikelen (62) en (63)".

Artikel 66.

In het artikel zou niet alleen bedoeld moeten worden op het geval dat het bijzondere bestemmingsplan door de Executieve wordt goedgekeurd, maar ook op het geval dat het plan door de Executieve is vastgesteld.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Wanneer het bijzondere bestemmingsplan door de Executieve wordt vastgesteld of goedgekeurd, is de gemeente ontslagen van elk ander wettelijk vormvereiste inzake rooi-plannen".

Artikel 67.

De in dit artikel beoogde onteigeningen zijn die welke "vereist (zijn) voor de uitvoering van de in deze ordonnantie bepaalde plannen". Er wordt dus niet bedoeld en er zou trouwens niet bedoeld kunnen worden op de onteigeningsprocedures die de Staat, de Gemeenschappen of een ander Gewest instellen voor het bereiken van hun eigen doelstellingen.

Een gewestelijk wetgever is niet gerechtigd om de Staat, een Gemeenschap, een andere Gewest of een orgaan dat

.../...

eronder ressorteert, bevoegd te maken tot het doen van onteigeningen in aangelegenheden waarvoor zij niet bevoegd zijn.

Welnu, de onteigeningsprocedures die de Staat, de Gemeenschappen en de organen die eronder ressorteren met toepassing van het ontworpen artikel 67 mogen instellen, zijn die welke "vereist (zijn) voor de uitvoering van de in deze ordonnantie bepaalde plannen", dat wil zeggen van de plannen die betrekking hebben op de economische planning en de ruimtelijke ordening, welke aangelegenheden niet tot hun bevoegdheid behoren.

Toch moet zelfs binnen de betrekkelijk nauwe grenzen die het artikel vastlegt een belangrijk voorbehoud worden gemaakt.

Volgens het Arbitragehof "volgt uit de economie van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en uit de algemene opzet van de staatshervorming dat (artikel 79, § 1, van die wet) zo moet worden begrepen dat de Executieven tevens gerechtigd zijn - en de bijzondere wetgever dus ook gerechtigd is de Executieven daartoe te machtigen - andere rechtspersonen tot onteigening inzake gewest- of gemeenschapsaangelegenheden te machtigen" (32). In het onderhavige geval ging het om lagere overheden.

Het artikel moet worden herzien.

(32) Arbitragehof, nr. 3/89 van 2 februari 1989.

Artikel 71.

In het tweede lid zijn de woorden "opgemaakt in uitvoering van onderhavige ordonnantie" overbodig en moeten zij vervallen.

Artikel 72.

De woorden "ter uitvoering van onderhavige ordonnantie" moeten als overbodig vervallen.

Artikel 74.

De Gewesten zijn niet bevoegd om de gerechtelijke procedure inzake onteigeningen vast te stellen (33).

Verwijzen naar de ter zake vigerende wetten door ze uitdrukkelijk op te sommen is op zich al een manier om de toepasselijke procedure te bepalen. Deze methode doet ook de delicate problemen van de wetgeving door verwijzing rijzen :

(33) Arbitragehof, bovenvermeld nr. 3/89 van 2 februari 1989 (2.B.2) en nrs. 13/89 en 14/89 van 31 mei 1989 (2.B.2); advies van de Raad van State nr. L. 19.438/9 van 18 december 1989, Gedr. St. Waalse Gewestraad, zitting 1989-1990, nr. 139/1.

wat zou er gebeuren als die wetten werden gewijzigd of als een nieuwe procedure werd ingesteld (34) ?

Het Arbitragehof heeft bovendien geoordeeld in verband met bepalingen die, zoals in het onderhavige geval, betrekking hebben op aangelegenheden die door de Grondwet voor de wet zijn bestemd dat "het aannemen van een dergelijke bepaling niet aan de decreetgever (staat), ongeacht of hij van de bepalingen afwijkt, ze bevestigt of ze al dan niet toepasselijk verklaart" (35).

In een volgend arrest heeft het Hof evenwel de geldigheid erkend van een artikel dat bepaalt : "De in de artikelen 1 en 2 bedoelde machtigingen om onteigening worden verleend overeenkomstig de door de wetgevingen en de reglementeringen inzake onteigening voorgeschreven regelen en procedures" (36).

Aangezien het Arbitragehof geen andere bevoegdheid heeft dan een bepaling te vernietigen die de bevoegdheidsverdeling schendt, kwam het niet aan het Arbitragehof toe om te zeggen dat de artikelen die aan het Hof ter toetsing werden voorgelegd, overbodig waren. Dat is nochtans wel het geval

(34) LAMBOTTE Chr., Technique législative et codification, blz. 58 e.v.

(35) Arbitragehof, nr. 50 van 17 maart 1988.

(36) Arbitragehof, de voormelde nrs. 13/89 en 14/89 van 31 mei 1989 (2.B.4).

met de bewuste bepalingen, die anders de bevoegdheid van het Gewest zouden hebben overschreden.

Artikel 74 moet dus vervallen.

Artikel 78.

Aan het slot van het tweede lid schrijve men :
"... artikel (77) ..." in plaats van "het voorgaande artikel".

Artikel 80.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het tweede lid zou moeten worden aangepast aan het feit dat in het eerste lid niet meer alleen de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van het plan maar ook de dag voorafgaand aan de inwerkingtreding van het ontwerp-plan als uitgangspunt wordt genomen.

Artikel 81.

Het artikel overschrijdt duidelijk de bevoegdheid van het Gewest, dat de bevoegdheid van de rechtbanken en de termijnen voor het verjaren van de vorderingen niet heeft te bepalen.

Artikel 84.

.../...

In het tweede lid, nr. 4, zou om soortgelijke redenen als die welke voor artikel 74 zijn opgegeven met betrekking tot de wetgeving door verwijzing, moeten worden geschreven : "de vermeldingen voorgeschreven in de wetgeving inzake hypotheken".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 113, artikel 193, eerste, tweede en vierde lid, en artikel 194, derde lid.

Artikel 85.

Om de redenen die al zijn opgegeven bij artikel 74, zou het artikel moeten worden geredigeerd als volgt :

"Het recht van huur betreffende ruilverkavelde of herverkavelde percelen, met uitzondering van de pacht, gaat over op ..., behoudens verlaging of verhoging van de huurprijs en tenzij de huurder de huurovereenkomst wenst op te zeggen".

Artikel 86.

1. In paragraaf 1, 1E, tweede zin, schrijve men : "... die in de grond is ingebouwd, op de grond of op een bestaand bouwwerk is bevestigd ...".

2. Volgens paragraaf 2 kan de noodzaak van een bouwvergunning door een stedenbouwkundige verordening worden uitgebreid tot handelingen en werkzaamheden die niet in paragraaf 1 worden opgesomd. Die stedenbouwkundige verorde-

.../...

ningen kunnen evenwel geen vergunning voorschrijven voor de handelingen en werkzaamheden die de Executieve wegens hun geringe omvang van die formaliteit heeft vrijgesteld.

Deze bepaling is van bijzonder belang wanneer het vereiste van een vergunning wordt uitgebreid door een gewestelijke stedenbouwkundige verordening. Als die bepaling er niet was, zou immers moeten worden aangenomen dat die verordening de door de Executieve vastgestelde lijst stilzwijgend zou kunnen wijzigen, aangezien beide handelingen een even grote bindende kracht hebben.

In zoverre de bepaling betrekking zou hebben op de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen, zou ze een herhaling zijn van artikel 119, tweede lid, van de nieuwe gemeentewet, krachtens hetwelk de besluiten van de gemeenten niet in strijd mogen zijn met de wetten, de decreten, de ordonnanties en de besluiten van de Staat, de Gewesten en de Gemeenschappen.

Ter wille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid, verdient het echter de voorkeur te schrijven :

"§ 2. (Zoals het tweede lid van paragraaf 2 van het ontwerp).

§ 3. De bepalingen van deze ordonnantie zijn van toepassing op niet in paragraaf 1 opgesomde handelingen en werken, wanneer een stedenbouwkundige verordening voor de uitvoering ervan een vergunning voorschrijft.

.../...

Een zodanige verordening kan evenwel geen betrekking hebben op handelingen die voorkomen op de in paragraaf 2 bedoelde lijst".

Artikel 89.

In het tweede lid schrijve men in de Franse tekst "quitte et libre de toute charge".

Artikel 92.

De redactie van het tweede lid moet niet alleen naar de vorm maar ook naar de inhoud worden herzien. Vergeleken met artikel 93 is de bepaling immers tegenstrijdig aangezien artikel 93 voorziet in het geval waarin een vergunning wordt verleend voor een verkaveling met een ander doel dan woningbouw.

Als de Executieve zou vasthouden aan haar bedoeling om een - misschien onnodige - definitie te geven van een verkaveling, zou het artikel beter worden geredigeerd als volgt :

"Niemand mag zonder voorafgaande schriftelijke en uitdrukkelijke vergunning van het college van burgemeester en schepenen een stuk grond verkavelen voor woningbouw of voor het plaatsen van vaste of verplaatsbare inrichtingen die voor bewoning kunnen worden gebruikt.

.../...

Onder verkavelen wordt de handeling verstaan om van een goed een kavel te maken of een goed te verdelen in verscheidene kavels, ten einde ten minste een ervan te verkopen, te verhuren voor meer dan negen jaar of er een recht van erfpacht of van opstal op te vestigen".

Artikel 93.

1. In het eerste lid schrijve men : "... dan mag een verkavelingsvergunning worden aangevraagd op dezelfde wijze als voor de in artikel 92 bedoelde vergunningen geldt".

2. Het tweede lid zou beter op zijn plaats zijn bij de bepalingen van de artikelen 122 en 123, zoals hierna zal worden voorgesteld ze te herschrijven.

Artikelen 95 tot 97.

1. De artikelen van afdeling 2 zouden door het onderwerp beter op hun plaats zijn in hoofdstuk III. Ze zouden daarin een afdeling 10 kunnen vormen met als opschrift "Bijzondere bepalingen voor de verkavelingsvergunning".

2. Het zou beter zijn in artikel 95 nauwkeuriger te vermelden welke artikelen van toepassing zijn want sommige artikelen waarnaar in de huidige redactie wordt verwezen, hebben

.../...

niets te maken met de verkavelingsvergunning, bijvoorbeeld de artikelen 122, § 3, en 127.

3. Zou het afzien van de verdubbeling van de termijnen bepaald in artikel 57 van de wet van 29 maart 1962 geen praktische moeilijkheden kunnen veroorzaken ?

Artikel 99.

Het zou beter zijn in het eerste lid te schrijven : "... aangaande een in een verkavelingsvergunning vermelde kavel ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 101.

Artikel 102.

Het zou duidelijker zijn om in de Franse tekst, naar het voorbeeld van de Nederlandse tekst te schrijven : "... sans mention de la commune où le lotissement est situé ...".

Artikel 103.

Het zou beter zijn aan het slot van het artikel, ondanks het voorbeeld van de wet van 29 maart 1962, te schrijven : "... met dien verstande dat de aanvrager de dragers van die rechten vergoedt".

.../...

Artikel 104.

Het artikel handelt over de lasten die kunnen worden opgelegd in ruil voor een verkavelingsvergunning.

Dat zou in een afzonderlijke afdeling moeten worden behandeld want het gaat immers niet om een gevolg van de vergunning. Die oplossing is trouwens gekozen voor de stedenbouwkundige vergunning.

Artikel 109.

Aangezien een kavel niet "in een verkavelingsvergunning begrepen" is, zou het beter zijn te schrijven : "... eigenaar van een in een verkavelingsvergunning vermelde kavel ...".

Artikel 111.

Het artikel is een herhaling van artikel 59 en moet vervallen.

Artikel 114.

De verwijzing naar artikel 109 dient te vervallen en men schrijve : "... overeenkomstig artikel 59, kan ze, in het belang van de goede plaatselijke aanleg, bij ... van de in de verkavelingsvergunning vermelde percelen".

.../...

Artikel 116.

1. In het tweede lid zou het duidelijker zijn te schrijven : "... gericht aan het college van burgemeester en schepenen".

2. Aangezien het volgens de gemachtigden van de Executieve de bedoeling van de stellers van het ontwerp is om de overheid een termijn van tien dagen te geven voordat de in artikel 124 bedoelde termijnen ingaan, dient in het vierde lid "tiende" te worden vervangen door "elfde".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 145, derde lid.

Afdeling 1bis.

1. De opmerkingen over deze afdeling worden gemaakt onder voorbehoud van de inhoud, die de Raad van State nog niet bekend is, van de ordonnantie betreffende de effectenbeoordeling in stedelijk milieu.

2. "1bis" dient te worden vervangen door "2" en de nummering van de volgende afdelingen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

De artikelen van de afdeling moeten ook een doorlopende nummering krijgen.

.../...

Artikel 117/2.

In de Franse tekst moet het woord "repris" worden vervangen door "mentionnés".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 117/3.

Bovendien schrijve men "du dossier complet de demande de permis".

Artikel 117/3.

1. De laatste zin van het eerste lid maakt niet duidelijk wat moet worden verstaan onder "de gelijkvormigheid van deze nota".

Volgens de juiste betekenis van die zin, zou de redactie van de voorgaande zin misschien moeten worden herzien omdat de vaststelling van de gelijkvormigheid noodzakelijkerwijs zou inhouden dat het ontvangstbewijs pas zou worden afgegeven na inzage van de nota.

Bovendien is er wat de laatste zin van het eerste lid betreft een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

2. Het tweede lid zou moeten worden overgebracht naar artikel 118, overeenkomstig het tekstvoorstel dat voor die bepaling zal worden gedaan.

3. Het derde lid betekent dat wanneer een milieu-effectenstudie noodzakelijk wordt geacht, de aanvrager een nieuwe aanvraag moet indienen.

Dat voorschrift zou duidelijker moeten worden uitgedrukt.

Artikel 118.

Een van de gemachtigden van de Executieve is het ermee eens dat het artikel beter als volgt zou worden geredigeerd :

"In het gewestelijk ontwikkelingsplan, het gewestelijk bestemmingsplan, een gewestelijke stedenbouwkundige verordening, de gemeentelijke ontwikkelingsplannen, de gemeentelijke bestemmingsplannen en de gemeentelijke stedenbouwkundige verordeningen, kan het onderzoek van sommige aanvragen om een vergunning of een attest afhankelijk worden gesteld van speciale regelen van openbaarmaking.

Voor elke vergunningsaanvraag waarvoor een milieu-effectennota noodzakelijk is, gelden de in het eerste lid bedoelde speciale regelen van openbaarmaking. De onderzoekstermijn wordt evenwel ambtshalve tot dertig dagen verlengd".

Artikel 119.

Een van de gemachtigden van de Executieve is het ermee eens dat het artikel een eerste lid zou moeten hebben, geredigeerd als volgt :

"Wanneer speciale regelen van openbaarmaking worden voorgeschreven, organiseert het college van burgemeester en schepenen, op eigen initiatief of op verzoek van de gemachtigde

ambtenaar in het geval bepaald in artikel 144, een openbaar onderzoek, behoudens toepassing van artikel 160".

Artikel 121.

De woorden "met inachtneming van artikelen 10 en 12 van onderhavige ordonnantie" moeten als overbodig vervallen.

Artikelen 122 en 123.

1. In paragraaf 1, eerste lid, van artikel 122 dient te worden geschreven : "of geen geldige verkavelingsvergunning bedoeld in artikel 92 bestaat" en dienen de woorden "onverminderd artikel 93" te vervallen.

2. Tussen artikel 122 en artikel 123 zou een nieuw artikel moeten worden ingevoegd, geredigeerd als volgt :

"De in artikel 122 beschreven procedure is van toepassing wanneer voor het gebied waarin het goed gelegen is, een niet vervallen verkavelingsvergunning bedoeld in artikel 93 bestaat".

3. Het idee van artikel 93, tweede lid, zou beter verwoord zijn als het slot van artikel 123 werd geredigeerd als volgt : "of een niet vervallen verkavelingsvergunning

bedoeld in artikel 92 bestaat, beslist het college van burgemeester en schepenen over de aanvraag" (37).

Artikel 125.

1. In het eerste lid moet de verwijzing worden aangepast aan de nummering van de drie artikelen die de artikelen 122 en 123 vervangen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 144, eerste lid.

2. Het tweede lid moet worden geredigeerd als volgt :

"De tekst van het eerste lid wordt in de vergunning opgenomen".

(37)De woorden "zonder voorafgaand en eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar" zijn als overbodig vervallen.

Artikel 126.

Hoewel de bepaling is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 54, § 4, van de wet van 29 maart 1962, zou het slot van het eerste lid tegelijkertijd duidelijker en eleganter zijn indien het geredigeerd werd als volgt : "vanaf de voorbereidselen voor de handeling of handelingen en tijdens de hele uitvoering ervan".

Artikel 129.

Om te voorkomen dat een houder van een vergunning met de werkzaamheden begint na twintig dagen, omdat hij niet weet dat in extremis een beslissing tot schorsing is genomen, zou het beter zijn om in de Franse tekst, zoals het overigens in de Nederlandse tekst staat, te schrijven : "... et le notifie à celui-ci ...".

Er is een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst. De woorden "Dans le cas visé à l'article 122" hebben geen tegenhanger in de Nederlandse tekst.

Artikel 130.

1. Om de redenen die al zijn uiteengezet bij artikel 74, zou het beter zijn in paragraaf 1, eerste lid, te verwijzen naar "de wetgeving betreffende het statuut der autosnelwegen" in plaats van naar artikel 10 van de wet van 12 juli 1956 tot vaststelling van het statuut der autosnelwegen.

.../...

Evenzo zou het beter zijn aan het slot van datzelfde eerste lid te schrijven "alsook met de perceelplannen die de Executieve met toepassing van die wetgeving heeft goedgekeurd".

2. Bovendien kan bij het tweede lid, zowel wat de Nederlandse als de Franse tekst betreft, een soortgelijke opmerking worden gemaakt als bij artikel 129.

Artikel 131.

Het vierde lid moet worden geredigeerd als volgt :

"De tekst van de artikelen 129 en 130 en het eerste tot het derde lid van dit artikel worden in de vergunning opgenomen".

Artikel 133.

De eerste zin van het vierde lid bepaalt : "De vergunning kan aan de bij artikel 122 bedoelde voorwaarden worden onderworpen ...". Dat artikel stelt geen voorwaarden waaraan de vergunning zou kunnen worden onderworpen.

De verwijzing naar dat artikel is dus niet juist.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 137, eerste lid, artikel 143, eerste lid, en artikel 152, eerste lid.

.../...

Artikel 142.

In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven :
"Bij gebreke aan kennisgeving van de beslissing binnen de in artikel 141 bepaalde termijn, kan de aanvrager de zaak bij aangetekende brief aan de Executieve rappelleren".

Artikel 153.

Het artikel bepaalt onder meer dat de Executieve "de regelen (bepaalt) voor de toepassing van de artikelen 144 en volgende".

Bij de bepaling behoren de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. In tegenstelling tot wat in het opschrift van afdeling 9 te verstaan wordt gegeven, verleent deze bepaling aan de Executieve een ruimere bevoegdheid dan die welke erin bestaat de vorm van de beslissingen te bepalen.

2. Het is de Raad van State niet duidelijk welke andere regel noodzakelijk zou zijn voor de toepassing van de artikelen 144 en volgende dan die met betrekking tot het aanwijzen van de publiekrechtelijke rechtspersonen waarop de in de artikelen 144 tot 152 bedoelde afwijkende procedure voor

.../...

het afgeven van een vergunning van toepassing is, welke regel reeds is opgenomen in het tweede lid van artikel 144.

3. Ten slotte dient men in elk geval uitdrukkelijk de artikelen aan te halen ten aanzien waarvan de Executieve bevoegd is om ze toe te passen.

Artikel 154.

In het artikel worden gegevens van de definitie van het stedenbouwkundig attest en verduidelijkingen in verband met sommige gevolgen ervan door elkaar gehaald. De redactie van het artikel zou moeten worden herzien opdat deze en gene van elkaar kunnen worden onderscheiden.

Artikelen 156, 157 en 158.

1. De woorden "van onderhavige ordonnantie" dienen als overbodig te vervallen.

2. De artikelen waarnaar wordt verwezen moeten uitdrukkelijk worden aangehaald.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 200.

Artikel 160.

.../...

1. Bij het eerste lid behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is in verband met het tweede lid, eerste volzin, van artikel 117/3.

2. Duidelijkheidshalve wordt voorgesteld het lid als volgt te redigeren :

"Wanneer de aanvraag om een stedenbouwkundig attest aan speciale regelen van openbaarmaking is onderworpen, is de vergunningsaanvraag daarvan vrijgesteld, op voorwaarde dat geen nieuwe redenen die zodanige maatregelen zouden wettigen zijn opgekomen. Het advies van de Overlegcommissie blijft evenwel vereist indien dat wordt voorgeschreven door een in een stedenbouwkundig plan of stedenbouwkundige verordening opgenomen verordeningsbepaling".

3. De Raad van State is er niet in geslaagd de eigenlijke strekking te vatten van het tweede lid, dat naar zijn mening lijkt te moeten vervallen, niet alleen omdat het overbodig is, maar omdat het zich moeilijk verdraagt met de artikelen 117/2 en 117/3.

Artikel 161.

1. Het zou beter zijn de bepaling onder 7 als volgt te redigeren : "de toegang van gehandicapten tot openbare gebouwen of delen ervan, tot installaties en wegen".

.../...

2. Om het gebruik van het woord "wetten" te vermijden zou het beter zijn in het derde lid te schrijven : "... mogen niet afwijken van de opgelegde voorschriften inzake de grote wegen".

Artikel 162.

Het zou juister zijn in de Franse tekst van het tweede lid te schrijven : "Après que ces annonces ont été faites, ...".

Artikel 166.

1. Er dient te worden vermeld dat de termijn voor goedkeuring ingaat "vanaf de ontvangst van het dossier".

2. Men schrijve : "... wordt de gemeentelijke stedenbouwkundige verordening geacht te zijn goedgekeurd".

3. Door de datum van inwerkingtreding van de gemeentelijke verordening vast te stellen, maakt het vierde lid inbreuk op de bevoegdheid van de nationale overheid, zoals die in de artikelen 112 en 114 van de nieuwe gemeentewet is uitgeoefend. Het lid moet vervallen.

.../...

Artikel 169.

Het artikel is een nutteloze herhaling van artikel 86 en moet vervallen.

Artikel 170.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"De regelen met betrekking tot het opstellen van de gewestelijke en gemeentelijke verordeningen vinden toepassing op de wijziging van die verordeningen".

Artikel 172.

Het is niet gebruikelijk met een gewoon aanwijzend voornaamwoord naar een vorig artikel te verwijzen zonder er het nummer van te vermelden. Men zou moeten schrijven : "De Executieve bepaalt de vorm en de inhoud van de in artikel (171) bedoelde stedenbouwkundige inlichtingen".

Artikel 176.

Om nuttig te zijn zou het artikel, zo lijkt het, de gemeenten moeten verplichten een permanente inventaris te houden van alle niet-gebouwde onroerende goederen.

.../...

Om dezelfde reden schrijve men in het derde lid "waarop de inventaris wordt opgemaakt en bijgehouden en de percelen worden geïdentificeerd".

Artikel 177.

Aangezien het recht van erfpacht of opstal per definitie alleen betrekking kan hebben op onroerende goederen, zou het beter zijn aan het begin van het eerste lid te schrijven : "In de reclame voor de verkoop of de verhuring voor meer dan negen jaar van een onroerend goed of het vestigen van een recht van erfpacht of opstal, moet de notaris de recentste en de nauwkeurigste stedenbouwkundige bestemming van die goederen ondubbelzinnig aangeven ...".

Artikel 178.

Aan het begin van het artikel schrijve men : "De Executieve kan, bij besluit, beschikken ...", omdat het verder in het artikel vermelde besluit anders nergens naar verwijst.

Artikel 179.

1. Gelet op de bepaling onder 4E schrappe men in 1E de verwijzing naar artikel 178.

.../...

2. Er dient eveneens te worden voorzien in het geval waarin de werkzaamheden worden uitgevoerd terwijl de vergunning is vervallen.

Artikel 180.

De Gewesten zijn niet bevoegd om de personen aan te wijzen die moeten instaan voor een misdrijf, daar die aanwijzing voortvloeit uit het eerste boek van het Strafwetboek.

Artikel 181.

De Gewesten zijn niet bevoegd om de voorwaarden vast te stellen waaronder een huiszoeking mag worden verricht (38).

Artikel 182.

1. Aan het einde van het eerste lid schrijve men :
"... wanneer zij vaststellen dat deze een misdrijf vormen met toepassing van artikel (179)".

2. In het tweede en het derde lid schrijve men :
"gerechtsdeurwaarder", overeenkomstig de terminologie van het Gerechtelijk Wetboek.

(38) Arbitragehof, nr. 44 van 23 december 1987, Belgisch Staatsblad van 27 januari 1988, blz. 1201.

.../...

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 193, eerste lid.

3. Op het vierde lid behoort in zoverre het de gemachtigde ambtenaar de mogelijkheid biedt een vergelijk te treffen, een aanmerking te worden gemaakt die op artikel 186 wordt gemaakt.

Artikel 183.

Het komt de gewestelijke overheid niet toe een procedure in kort geding te organiseren, al was het maar door gedeeltelijk te verwijzen naar het Gerechtelijk Wetboek.

De Executieve en de Gewestraad zullen hebben uit te maken of het weglaten van artikel 183 aan artikel 182 niet het nut ontnemt dat het heeft in de ogen van de stellers van het ontwerp.

Artikel 184.

Om de in verband met artikel 183 uiteengezette reden dient de vermelding "de beschikking van de voorzitter" vanzelfsprekend te worden weggelaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 185.

.../...

Artikel 186.

Het komt het Gewest niet toe een systeem te organiseren waardoor de strafvordering door het betalen van een geldsom vervalst.

Artikel 187.

Een van de gemachtigden van de Executieve is het ermee eens dat in het vierde lid de woorden "in overeenkomst", die niet overeen te brengen zijn met het wiskundige karakter van de vaststelling van het terug te betalen bedrag, behoren te vervallen.

Artikel 188.

Het vierde lid valt buiten de bevoegdheden van het Gewest.

Artikelen 189 en 192.

De artikelen knopen aan bij de artikelen 65 en 67 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw. Zoals deze artikelen bepalen zij dat de rechter, op vordering van de gemachtigde ambtenaar, het college van burgemeester en schepenen of van beide, die maatregel beveelt van de in artikel 65 van de

.../...

voormelde wet en in artikel 189 van het ontwerp opgenoemde maatregelen, die door de administratieve overheid is gekozen na een opportuniteitsbeoordeling. De maatregel die door de administratieve overheid wordt gekozen en die op haar vordering door de rechter wordt bevolen, is geen echte straf; het betreft een burgerlijke maatregel die onder de strafvordering valt en die gewoonlijk door de strafrechter wordt bevolen "als verplichte aanvulling van de strafrechtelijke veroordeling" (39).

Het kan evenwel gebeuren dat de strafvordering niet wordt of niet kan worden ingesteld, bijvoorbeeld bij overlijden van de beklaagde. Om in zodanige gevallen te vermijden dat de feitelijke toestand die ten gevolge van het misdrijf ontstaat voortduurt, wordt in artikel 67 van de voormelde wet en daarna in artikel 192 van het ontwerp, bepaald dat de gemachtigde ambtenaar, het college van burgemeester en schepenen of beide de burgerlijke rechter kunnen verzoeken dezelfde maatregelen te bevelen.

Die bepalingen doen de vraag rijzen of de gewest-wetgever zijn bevoegdheden niet te buiten gaat door aan administratieve overheden de bevoegdheid te verlenen om de rechter - strafrechter of burgerlijke rechter, naargelang van het geval - te verzoeken zodanige maatregelen te bevelen.

(39) Zie Cass. 26 april 1989, A.R., nr. 5930, arresten van het Hof van Cassatie, blz. 994 en volgende.

Volgens de rechtspraak van het Arbitragehof en meer bepaald volgens zijn arrest nr. 44 van 23 december 1987, rol nr. 36, impliceert de door artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de decreetgever (of aan de gewestwetgever, aangezien de redenen om een beslissing te nemen dezelfde zijn) verleende machtiging om de niet-inachtneming van de decreten (of van de ordonnances) strafbaar te stellen en om de straffen wegens die niet-inachtneming te bepalen, de machtiging om de teruggave in de brede zin te regelen (40). Volgt daaruit dat de decreetgever of de gewestwetgever, die bevoegd is om zulke maatregelen voor te schrijven, ook bevoegd is om te bepalen dat die maatregelen worden bevolen op vordering van eventueel door hem aangewezen administratieve overheden? Het is een delicate vraag. De Raad van State is van oordeel dat in het onderhavige geval de gewestwetgever zijn bevoegdheid niet zou overschrijden door in artikel 189 te bepalen dat de strafrechter die maatregelen beveelt op vordering van de gemachtigde ambtenaar of van het college van burgemeester en schepenen, aangezien niet wordt geraakt aan de fundamentele prerogatieven van het openbaar ministerie, dat de macht over de vervolging bewaart. De procureur des Konings beslist of het aangewezen is om vervolging in te stellen en oefent voor het strafgerecht de strafvordering, dat wil zeggen de vordering die gericht is

(40) In arrest nr. 44 van 23 december 1987 wordt de teruggave in de brede zin in de volgende bewoordingen gedefinieerd :

"... hoewel zij een burgerrechtelijk karakter heeft, is de teruggave verbonden met de openbare orde en door sommige aspecten een met de strafsanctie onlosmakelijk verbonden accessorium; zij is namelijk het verlengde ervan nu zij erop gericht is - buiten de strafrechtelijke veroordeling - te vermijden dat de situatie van overtreding blijft voortbestaan".

.../...

op de toepassing van de eigenlijke straffen, uit. De taak van de gemachtigde ambtenaar en van het college van burgemeester en schepenen is ertoe beperkt dat ze zonder enige formaliteiten - een gewone brief is voldoende - een vordering formuleren opdat de strafrechter de maatregel beveelt die hen de beste lijkt om te voorkomen dat de toestand die het misdrijf uitmaakt, blijft voortbestaan; zij moeten zich niet bij het openbaar ministerie aansluiten als vervolgende partij en evenmin zich burgerlijke partij stellen; het openbaar ministerie, dat als vervolgende partij, om de toepassing van het strafrecht verzoekt, vraagt dat het strafgerecht naast de eigenlijke straf de maatregel toepast die de administratieve overheid de beste heeft gevonden om de gevolgen van het misdrijf ongedaan te maken. Zoals Mevrouw de advocaat-generaal Liekendael in haar conclusies vo, ' o, 'r het arrest van 26 april 1989 van het Hof van Cassatie opmerkt : als er maar één maatregel was geweest - het herstel van de plaats in de vorige staat - zou de (gewest)wetgever waarschijnlijk hebben bepaald dat de strafrechter die ambtshalve moest bevelen, maar aangezien hij drie maatregelen heeft vastgesteld - wat hij trouwens door het eerdergenoemde artikel 11 van de bijzondere wet gemachtigd was om te doen - kon hij, wou hij het beginsel van de scheiding der machten niet schenden, het niet aan de strafrechter overlaten om uit te maken welke maatregel de beste was uit een oogpunt van ruimtelijke ordening. Die keuze behoort tot de bevoegdheid van de administratieve overheden die belast zijn met de goede ruimtelijke ordening. Alles wel beschouwd blijkt de aan de gemachtigde ambtenaar en aan het college van burgemeester en schepenen verleende bevoegdheid dus besloten te liggen in de door het genoemde artikel 11 aan de gewestwetgever verleende machtiging om de teruggave in de brede zin te regelen.

.../...

De vraag is nog deliquer als de maatregel door de gemachtigde ambtenaar en door het college van burgemeester en schepenen wordt gevorderd voor de burgerlijke rechter. Zoals mevrouw de advocaat-generaal Liekendaal in haar bovenvermelde conclusies opmerkt is in dat geval een uitdrukkelijke wetsbepaling noodzakelijk omdat die administratieve overheden geen vergoeding van een persoonlijke schade vorderen en derhalve hun vordering niet kunnen steunen op artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek. Wanneer ze evenwel, zoals hierboven is opgemerkt, hun vordering slechts bij de burgerlijke rechter instellen in de relatief zeldzame gevallen waarin ze zich niet tot het strafgerecht kunnen wenden, in het bijzonder wanneer de strafvordering vervallen is als gevolg van het overlijden van de beklaagde, lijkt het verlenen aan diezelfde overheden van het recht om aan de burgerlijke rechter de toepassing te vragen van de maatregel die ze de beste vinden om een einde te maken aan de toestand die het misdrijf uitmaakt, de onontbeerlijke aanvulling te zijn van de aan die overheden verleende bevoegdheid om aan de strafrechter de toepassing van diezelfde maatregel te vragen en moet het bijgevolg worden geacht eveneens begrepen te zijn in de machtiging waarin artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen voorziet.

De beperking van de rechten van de burgerlijke partij wat het rechtstreekse herstel betreft, die respectievelijk is bepaald in de artikelen 65, § 1, vierde lid, en 67, derde lid, van de wet van 29 maart 1962 en in de artikelen 191, eerste lid, en 192, derde lid, van het ontwerp van ordonnantie, lijkt het logische gevolg van de aan de administratieve overheid verleende bevoegdheid om de beste maatregel te kiezen ten einde

.../...

te beletten dat de toestand blijft voortbestaan. Door dat logische gevolg af te leiden, blijft de gewestwetgever binnen de perken van de bovenvermelde machtiging.

Bij artikel 190 van het ontwerp van ordonnantie, waarnaar artikel 192, tweede lid, verwijst, zijn ook geen bezwaren te maken. In het eerderevermelde arrest nr. 44 van 23 december 1987 heeft het Arbitragehof immers in verband met een vergelijkbare bepaling aanvaard dat de decreetgever terecht had kunnen oordelen dat ze absoluut noodzakelijk was om de doeleinden van het decreet te bereiken. Het slot van artikel 190 is echter wel vatbaar voor kritiek in zoverre het bevoegdheid verleent aan de beslagrechter.

Wat dat laatste punt betreft, dient er overigens op te worden gewezen dat het in de regel niet de taak is van de gewestwetgever om bepalingen vast te stellen die inbreuk zouden maken op de door artikel 94 van de Grondwet voor de nationale wetgever bestemde bevoegdheid om de organisatie en de werking van de rechterlijke macht alsook de andere aangelegenheden die behoren tot het gerechtelijk privaatrecht te regelen, zij het bij wijze van impliciete bevoegdheden (Arbitragehof, arrest nr. 44 van 23 december 1987, rol nr. 36; arrest nr. 46 van 11 februari 1988, rol nr. 41; arrest nr. 66 van 30 juni 1988, rol nr. 51, enz.).

Om die reden gaan artikel 189, tweede lid, en artikel 191, tweede lid, van het ontwerp van ordonnantie, alsook artikel 192, tweede lid, in zoverre het naar die twee bepalingen verwijst, de bevoegdheid van de gewestwetgever te buiten.

.../...

Artikelen 193 en 194.

Er dient rekening te worden gehouden met de opmerkingen die gemaakt zijn bij de artikelen 74, 113 en 186 van het ontwerp.

Artikel 195.

Over A.

Doordat artikel 195 artikel 161, 2E, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten aanvult, maakt het de kosteloze registratie mogelijk van de akten tot vaststelling van een ruilverkaveling of een herverkaveling, verricht ter uitvoering van de ontworpen ordonnantie.

Dezelfde bepaling is in dat Wetboek ingevoegd door artikel 70, A, van de wet van 29 maart 1962.

Aangezien een Gewest zijn bevoegdheden overschrijdt, zelfs wanneer het een bepaling overneemt die ressorteert onder de nationale overheid, rijst evenwel de vraag of het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest hier zijn bevoegdheden niet overschrijdt.

Krachtens artikel 4, § 3, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, hebben de Gewesten de bevoegdheid om de vrijstellingen betreffende de registratierechten op de overdrachten ten bezwarende titel van onroerende goederen te

.../...

wijzigen, eerst met ingang van het begrotingsjaar na dat waarin die belasting hen volledig zal zijn toegewezen.

Zulks is nog niet het geval.

Het beoogde resultaat zal worden bereikt door toepassing van de nationale wet die dezelfde vrijstelling inhoudt.

Over B.

Het komt de gewestwetgever niet toe om de akten, vonnissen en arresten betreffende de uitvoering van titel II van de ontworpen ordonnantie vrij te stellen van de formaliteit der registratie, want dat zou een afwijking betekenen van artikel 19 van voormeld Wetboek.

Over C.

Ingevolge de bepaling worden de akten betreffende de uitvoering van titel II van de ontworpen ordonnantie, dat wil zeggen de onteigeningen, de ruilverkavelingen en de herverkavelingen, vrijgesteld van het zegelrecht.

Uit artikel 3 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 vloeit a contrario voort dat de Gewesten geen enkele bevoegdheid bezitten met betrekking tot die belasting. Zij mogen bijgevolg de inhoud van een nationale bepaling ter zake niet bij decreet of ordonnantie overnemen.

.../...

Artikel 195 moet bijgevolg vervallen.

Artikel 196.

Op grond van dat artikel mogen de gemeenten twee jaarlijkse belastingen op de niet bebouwde gronden heffen. Het artikel voorziet ook in een aantal "ontheffingen".

Artikel 110, § 4, van de Grondwet wijst de bevoegdheid inzake gemeentelijke belastingen toe aan de wet.

Zo heeft het Arbitragehof geoordeeld dat de Gewesten niet bevoegd waren om :

1Ehet belastingobject van een gemeentebelasting uit te breiden en de grenzen te verhogen waarbinnen het percentage van die belasting kan worden vastgesteld (Arbitragehof, nrs. 56 en 57 van 2 juni 1988, de zogenaamde "P.M.U."-zaken);

2Een (in casu provinciale) belasting af te schaffen (Arbitragehof, nr. 47 van 25 februari 1988, zaak van de Waalse belasting op het overbrengen van water).

Artikel 196 overschrijdt dus de bevoegdheden van het Gewest en moet vervallen.

Artikel 197.

.../...

Blijkens artikel 110, § 2, van de Grondwet kan geen belasting ten behoeve van het Gewest worden ingevoerd dan door een in artikel 26bis van dezelfde tekst bedoelde regel.

Daaruit volgt dat de ordonnantie de zetting, de grondslag en het percentage van de belasting moet bepalen.

Zoals het artikel thans geredigeerd is, is het niet in overeenstemming met het voornoemde artikel 110.

Artikel 198.

De bepalingen die niet tot de bevoegdheid van het Gewest behoren, dienen buiten de opheffingsbepaling te blijven.

Artikel 203.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De Regionale Commissie van advies voor ruimtelijke ordening blijft in functie tot de installatie van de in artikel 13 bedoelde Gewestelijke Ontwikkelingscommissie, waarvan zij de taken uitoefent".

De termen "tot de installatie van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie" zijn in de plaats gekomen van de uitdrukking "tot de leden van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie worden aangesteld", opdat er geen misverstand zal

.../...

bestaan over de strekking van het tweede lid dat een niet dwingende termijn bepaalt, maar dat, zonder die precisering, twijfel zou kunnen laten bestaan over de handhaving van de huidige Commissie van advies.

Artikel 204.

1. De ronde haakjes moeten vervallen.

2. Het artikel zou moeten worden aangevuld met de woorden "waarvan zij de taken uitoefent".

Artikel 206.

Het artikel zou beter het idee moeten doen uitkomen van de vervanging van het gewestplan van de Brusselse agglomeratie door het gewestelijke bestemmingsplan.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Het gewestplan van de Brusselse agglomeratie, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 28 november 1979, blijft van kracht tot het wordt vervangen door een gewestelijk bestemmingsplan".

.../...

Artikel 207.

Het is de Raad van State niet duidelijk in welk opzicht de opheffing van de van kracht zijnde algemene plannen van aanleg aanleiding zou kunnen geven tot enige schadevergoeding en, derhalve, wat het nut is van de tweede volzin.

Artikel 208.

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de strekking is van het laatste zinsdeel van paragraaf 3, eerste lid. De Raad heeft dienaangaande geen toelichting kunnen verkrijgen.

Artikel 209.Paragraaf 1 (Franse tekst).

1. Het zou juister zijn in het eerste lid te schrijven "pourvu que les lotisseurs" in plaats van "lorsque les lotisseurs".

2. In het tweede lid schrijve men : "si, à la date du 1er octobre 1970 ...".

.../...

3. Het zou beter zijn het derde lid als volgt te stellen :

"Lorsque des travaux ont été entrepris, le permis est périmé s'ils n'ont pas été achevés avant le 31 décembre 1972".

Artikel 210.

Het eerste lid is een overbodige herhaling van de regel van gemeen recht inzake de inwerkingtreding van teksten.

Voor het overige begrijpt de Raad van State de strekking van het tweede lid niet, aangezien artikel 203 de Regionale Commissie van advies voor ruimtelijke ordening in functie houdt tot de installatie van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie.

SLOTOPMERKINGEN.

1. Wanneer wordt verwezen naar artikelen van het ontwerp, dienen de woorden "van onderhavige ordonnantie" te vervallen.

2. Elke verwijzing naar een "voorgaand lid" of naar een "voorgaand artikel" moet worden vervangen door de nauwkeurige opgave van de bepaling waarnaar wordt verwezen.

.../...

3. De verwijzingen die in de artikelen van het ontwerp voorkomen zullen uiteraard moeten worden aangepast aan de wijzigingen van de nummering als gevolg van de in dit advies gedane voorstellen.

4. De formule "moet met redenen omkleed zijn" is niet gebruikelijk. Men schrijve "wordt met redenen omkleed".

5. Het is evenmin gebruikelijk te werken met de toekomstige tijd. De tekst moet in de onvoltooid tegenwoordige tijd gesteld worden.

6. Het woordgebruik in de Nederlandse versie van sommige bepalingen zou kunnen worden verbeterd. Zo schrijve men bijvoorbeeld niet "bedoeld bij", waar "bedoeld in" beoogd wordt, en behoort te worden gewerkt met uitdrukkingen als "nadere regels" of dergelijke, in plaats van met de term "modaliteiten".

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :
de Heren :

président,
voorzitter,

R. ANDERSEN,
M. HANOTIAU,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

C. DESCHAMPS,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROT,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. GILLIAUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. JADOT, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. GILLIAUX, auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. B. JADOT, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROT.

P. TAPIE.